



ECOLE DE JOURNALISME
ET DE COMMUNICATION
DE MARSEILLE



UNIVERSITÉ DE LA MÉDITERRANÉE
AIX-MARSEILLE II

MASTER 2 Professionnel « Communication et contenus
numériques » option journalisme

MEMOIRE



Directeur de mémoire : Marc BASSONI

**ANNE-CECILE RATCLIFFE
ANNEE 2010/2011**



« La plupart des gens ignorent qu'une « œuvre » journalistique réellement bonne exige au moins autant d'« intelligence » que n'importe quelle autre œuvre d'intellectuels, et trop souvent l'on oublie qu'il s'agit d'une œuvre à produire sur le champ, sur commande, à laquelle il faut donner une efficacité immédiate dans des conditions de création qui sont totalement différentes de celles des autres intellectuels. »

Max Weber, Le savant et le politique



Table des matières

PREAMBULE.....	4
INTRODUCTION.....	5
Partie I : Quelle image la presse quotidienne régionale contribue-t-elle à façonner de l'Industrie dans l'aire marseillaise ?	6
I.1 : La constitution du corpus.....	6
<i>I.1.1: La méthode choisie.....</i>	<i>6</i>
<i>Le choix de la période d'observation.....</i>	<i>6</i>
<i>Le choix de la Presse Quotidienne régionale de l'aire Marseillaise.....</i>	<i>7</i>
<i>Présentation des quotidiens marseillais étudiés</i>	<i>7</i>
<i>La méthode de sélection des articles</i>	<i>8</i>
<i>La constitution de la grille d'analyse</i>	<i>8</i>
<i>I.1.2 : Les difficultés rencontrées.....</i>	<i>9</i>
I.2 : Analyse du corpus.....	10
<i>I.2.1 : Les premiers constats fait au cours des prélèvements</i>	<i>10</i>
<i>I.2.2 : Analyse quantitative</i>	<i>10</i>
<i>Evolution de l'espace réservé par la PQR à l'Industrie régionale.</i>	<i>11</i>
<i>Analyse des sujets et de leur évolution sur la période.....</i>	<i>12</i>
<i>Analyse des angles et de leur évolution dans le temps</i>	<i>15</i>
<i>I.2.3 : Analyse qualitative</i>	<i>20</i>
<i>Les apports de la rhétorique.....</i>	<i>20</i>
<i>Les figures de style et leur analyse en psycholinguistique</i>	<i>21</i>
<i>L'utilisation de la rhétorique et des figures de style dans l'écriture journalistique</i>	<i>22</i>
<i>Analyse de la rhétorique et des figures de styles du corpus</i>	<i>23</i>
I.3 : Choix d'une problématique parmi celles issues de l'analyse approfondie.....	26
<i>I.3.1 : Synthèse de la phase d'exploration.....</i>	<i>26</i>
<i>I.3.2 : Les questions nouvelles à l'issue de la phase d'observation</i>	<i>27</i>
<i>I.3.3 : Choix de la problématique.....</i>	<i>28</i>
Partie II : L'image négative véhiculée par la Presse quotidienne régionale sur l'Industrie marseillaise, une responsabilité partagée ?	29
II.1 : La PQR Marseillaise : caisse de résonance de la douloureuse transformation du tissu industriel Marseillais.....	29
<i>II.1.1 La douloureuse transformation du tissu industriel Marseillais.....</i>	<i>30</i>
<i>II.1.2 Des politiques locales peu volontaristes et peu coordonnées qui ne croient pas à l'avenir industriel.</i>	<i>33</i>
<i>II.1.3 Le poids des archaïsmes locaux dans les représentations collectives</i>	<i>35</i>
II.2. Des responsabilités partagées	37
<i>II.2.1 Les responsabilités analysées à travers les pratiques professionnelles des industriels.....</i>	<i>37</i>
<i>II.2.2. Les responsabilités analysées à travers les pratiques des journalistes</i>	<i>39</i>
<i>II.2.3 Les difficultés de la presse quotidienne régionale (PQR).....</i>	<i>40</i>
CONCLUSION	43
Bibliographie.....	45
ANNEXES	47
ANNEXE N° 1 : Tableau récapitulatif des articles par type de rubrique et par année	47
ANNEXE N° 2 : Tableau récapitulatif des sujets par quotidien et par année.....	48
ANNEXE N° 3 : Tableau récapitulatif des angles par quotidien et par année.....	49
ANNEXE N° 4 : Grille d'analyse des articles prélevés.....	51
ANNEXE N° 5 : Tableau des périodes prélevées	53

PREAMBULE

En deuxième année de Master professionnel « Communication et Contenus Numériques – option Nouveau Journalisme » après plus de 20 ans passés dans les Ressources Humaines dans des entreprises industrielles, j'ai eu la chance de faire une pause dans ma carrière professionnelle et de retourner sur les bancs de l'école.

Cette année riche de contacts et d'enseignement m'a permis de mettre à niveau mes connaissances dans les nouvelles technologies de l'information, de compléter ma culture générale en m'ouvrant à des champs nouveaux et de découvrir de l'intérieur le milieu des médias jusque là parfaitement inconnu pour moi.

Les groupes industriels pour lesquels j'ai travaillé ont toujours mis en avant leur crainte qu'un journaliste puisse nuire à leur image. La communication était donc encadrée par le service des relations extérieures.

Le seul souvenir que j'ai d'une tentative de recevoir un journaliste dans un atelier de production du groupe JC Decaux dans les années 90 s'est soldé par une profonde déception de mon supérieur direct, Directeur des Ressources Humaines, qui avait estimé que le journaliste avait donné une image tronquée et péjorative de ce qu'il avait vu alors que tel n'avait pas été son discours au moment de la rencontre. La porte a été depuis définitivement fermée.

Obligée de respecter les consignes de la Direction, j'ai été confrontée lors de crises sociales à la prise de parole exclusive des syndicats des salariés dans les médias sans possibilité de donner le point de vue de la Direction pourtant sollicité par les journalistes.

La méfiance envers les journalistes a donc été la ligne de conduite principale de la politique de communication de toutes les entreprises industrielles pour lesquelles j'ai travaillé.

Dans mon activité professionnelle, les difficultés que j'ai eu à recruter des opérateurs industriels m'ont amené également à m'interroger sur l'image de l'industrie qu'ont les jeunes générations peu attirées par ce secteur.

Je tiens à exprimer mes remerciements à toutes les personnes rencontrées qui m'ont aidé et guidé dans ma réflexion et plus particulièrement à : Marc Bassoni, mon Directeur de mémoire, Michel Raphaël, Vice Président du Club de la Presse de Marseille et ancien rédacteur en chef d' « *Entreprendre en Méditerranée* », Jacques Gelin, rédacteur en chef de « *Sud infos* » et ancien rédacteur en chef d' « *Objectif Méditerranée* » Jean-Luc Crozel, Responsable du service économique à « *La Provence* », Rolland Martinez, rédacteur en chef à « *La Marseillaise* »,.



INTRODUCTION

Un fossé de plus en plus important semble se creuser entre le monde de la presse grand public et celui des entreprises industrielles.

En dehors des communiqués de presse ou des rencontres formelles savamment organisées par les services de communication des entreprises, ces deux mondes ne se parlent presque plus et restent sur des rapports superficiels ou des images stéréotypées.

Quelle image cette rupture contribue-t-elle à construire des industries si les médias, intermédiaires entre les citoyens et les entreprises, ne transmettent l'actualité des entreprises industrielles qu'au gré de leurs événements les plus sensationnels (accidents industriels, grèves) ou pour lesquels ils pensent que le sujet est le plus vendeur parce que le lectorat y est sensible (incurie des dirigeants, pénibilité des conditions de travail, pollution, ...)

Dans ce contexte, la Presse quotidienne régionale ne contribue-t-elle pas à véhiculer une image négative de l'industrie auprès du public ?

La première partie du mémoire sera consacrée à la partie exploratoire : une observation empirique sera menée sur un corpus d'articles de la Presse Quotidienne Régionale (P.Q.R.) de l'aire Marseillaise prélevés de 1982 à 2010.

Cette mise à distance permettra de vérifier si la question posée est légitime puis d'affiner et révéler plusieurs problématiques nouvelles dont une sera choisie et questionnée en seconde partie.





Partie I : Quelle image la presse quotidienne régionale contribue-t-elle à façonner de l'Industrie dans l'aire marseillaise ?

I.1 : La constitution du corpus

I.1.1: La méthode choisie

Afin d'interroger la réalité pour vérifier si les informations transmises par les médias contribuaient ou pas à construire une image négative des activités industrielles expliquant ainsi la réticence des jeunes à s'y engager professionnellement et la frilosité des entreprises à communiquer, j'ai choisi de constituer un corpus d'articles de la presse quotidienne régionale sur l'aire Marseillaise depuis le début des années 80 jusqu'à la fin de l'année 2010.

Le champ de mon observation a été volontairement réduit pour me permettre de mener ces investigations dans le temps imparti. Les conclusions qui pourront en être tirées en auront donc les limites.

Le choix de la période d'observation

La période d'observation débute en novembre 1982 car le début des années 80 se caractérise par un fort ralentissement des investissements industriels pour faire face au second choc pétrolier à l'origine du triplement du prix du pétrole entre 1979 et 1981. Le renchérissement du coût de l'énergie met au premier plan la nécessité d'investir dans les énergies de substitution et l'exigence d'une gestion prévoyante des ressources de la planète. Les conséquences du second choc pétrolier sur l'industrie ont été nombreuses et durables.

La catastrophe de Bhopal de décembre 1984 en Inde, où un nuage toxique d'isocyanate de méthyle fait plusieurs milliers de morts et 300 000 malades a un retentissement mondial. Le comportement de l'industriel se défaussant de sa responsabilité dans l'indemnisation des victimes comme dans la décontamination du site a contribué à éveiller les consciences.

Huit ans après cette catastrophe, 178 pays adoptent un texte fondateur au Sommet de la terre organisé en juin 1992 à Rio par les Nations Unies. Intitulé « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement », les 27 principes de ce texte précisent la notion de Développement durable. La conférence élabore également un programme d'actions concrètes à mettre en œuvre pour le 21^{ème} siècle, baptisé « Actions 21 », un texte de référence toujours d'actualité.

Cinq plus tard, en 1997, dans la continuité du sommet de Rio, la convention Climat affirme la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et abouti à la signature du protocole de Kyoto, traité international signé par 141 pays fin 2010, les Etats-Unis n'en faisant pas partie.

Enfin, la directive européenne dite Sévésos, officialisée en 1982 et modifiée à plusieurs reprises a incité les Etats européens à se doter d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs.

Le choix de la Presse Quotidienne régionale de l'aire Marseillaise

Le choix d'un média généraliste grand public quotidien a été fait pour la largeur de son spectre de lecteurs. Ces quotidiens régionaux étaient des médias leaders encore dans les années 80 et 90. L'arrivée des gratuits et l'explosion des sites d'information depuis le début des années 2000 avec la généralisation d'internet a réduit leur portée depuis ces dernières années.

En 1982, trois quotidiens existaient sur l'aire marseillaise : *La Marseillaise*, *Le Méridional* et *Le Provençal*.

Le 4 juin 1997, *Le Méridional* et *Le Provençal* ont fusionné sous un seul et même titre : *La Provence*. A ce jour, il n'existe donc plus que deux quotidiens payants sur l'aire Marseillaise.

Depuis 2002, des quotidiens gratuits sont apparus. Ils sont distribués à Marseille et dans les agglomérations environnantes (Aubagne, Aix en Provence, ...). Il s'agit actuellement pour les plus importants de *20 minutes*, *Méto*, *Direct Marseille plus*. Ces quotidiens n'ont pas été pris dans le champ d'investigation car leur existence est trop récente et ne permettait pas de couvrir la période 1982-2010.

Présentation des quotidiens marseillais étudiés

Le Méridional et *Le Provençal* sont deux quotidiens de tendance politique opposée à l'origine, tous deux nés à Marseille à la Libération. *Le Méridional*, quotidien de la droite provençale, a été racheté en 1971 par le groupe Defferre, éditeur du quotidien de gauche « *Le provençal* ». Ce rachat avait permis au « patron » de la gauche provençale, Gaston Defferre, de rationaliser ses moyens de production et sa régie publicitaire mais chaque titre avait conservé sa ligne éditoriale. Le groupe Lagardère a racheté à la fin des années 80 les deux quotidiens qu'il a fusionné le 4 juin 1997 en un seul : « *La Provence* ». Le groupe Hersant Média est devenu propriétaire du quotidien depuis décembre 2007.

Tirage moyen 2010 : 159 467 exemplaires, en baisse de 12 % depuis 2005 (source : OJD).

La Marseillaise est un quotidien né en 1943 à Marseille. Le journal a longtemps été d'orientation communiste. Sa ligne éditoriale s'est ouverte depuis 1997 à

« toutes les composantes du mouvement social ». Il est un journal qui veut rester indépendant des grands groupes de presse traditionnels.
Tirage moyen : 70 000 exemplaires (source : *La Marseillaise*). Le quotidien n'adhère pas à l'OJD, l'association pour le contrôle de la diffusion des médias.

La méthode de sélection des articles

De 1982 à 2010, des semaines d'observation ont été tirées de façon aléatoire à partir d'une formule incluse dans un tableur excel avec comme objectif de rechercher pour chacune de ces semaines et dans chaque édition de la presse quotidienne marseillaise des articles ayant trait à l'industrie pour constituer un corpus d'articles représentatifs. L'intérêt de cette méthode était d'une part de repérer les différences de traitement de l'information entre chaque quotidien puisque les articles seraient analysés sur la même période et d'autre part, de limiter la subjectivité dans le choix des articles sélectionnés sans référence à des événements particuliers comme des périodes électorales, des catastrophes industrielles ou autres.

Un corpus de 82 articles représentatifs a été ainsi constitué.

Tableau récapitulatif des articles prélevés par Quotidien :

NOM JOURNAL	Nombre articles
La Marseillaise	23
La Provence	27
Le Méridional	10
Le Provençal	22
Total	82

Les articles qui traitaient essentiellement de conflits salariaux ont été volontairement écartés, cette problématique n'étant pas spécifique à l'industrie.

La constitution de la grille d'analyse

Chaque article sélectionné a été analysé à travers une grille d'analyse de manière à faire ressortir la mise sur agenda des quotidiens et son évolution. La mise sur agenda s'entend de la capacité d'un média à s'emparer d'un sujet et à le traiter avec plus ou moins de développement et de récurrence. Il s'agissait également d'étudier comment la presse quotidienne régionale traitait les thématiques liées à l'industrie à travers les angles choisis et si une évolution était perceptible au fil du temps.

Pour chaque article, il a été relevé :

- ⇒ le nom du quotidien,
- ⇒ la date de parution,
- ⇒ le type d'édition : quotidien ou supplément mensuel,
- ⇒ la rubrique du journal où apparaît l'article
- ⇒ le résumé du sujet : un résumé de l'article a été très brièvement rédigé. Il a permis ensuite de regrouper les articles dans 9 familles,

⇒ l'angle des sujets traités : la façon de traiter le sujet selon un point de vue choisi par le journaliste a été déterminée à partir du vocabulaire employé, de la titraille, des illustrations et de l'utilisation de métaphores. Cinq familles d'angles ont été déterminées sur le corpus. Avec leurs combinaisons, les articles ont été classés dans dix familles.

L'angle de certains articles n'a pas toujours été facile à déterminer. La bonne pratique journalistique qui veut qu'un article ne soit traité que sous un seul angle n'a pas été toujours observée dans le corpus. Ainsi à *La Provence*, le risque industriel est souvent traité sous deux angles : celui anxiogène de la dénonciation du risque industriel contrebalancé par celui rassurant de l'industriel responsable qui veut les diminuer. A *La Marseillaise*, la sauvegarde d'un site est souvent traité sous plusieurs angles : l'intervention requise des pouvoirs publics (angle interventionniste) sous-entend que les salariés doivent se mobiliser (angle mobilisateur) face aux patrons voyous ou mauvais gestionnaires (angle dénonciateur).

Des contradictions d'angle ont été relevées également entre le titre accrocheur d'un article et son contenu. On citera par exemple l'article de *La Provence* du 16/03/2005 titrant « Alerte au dioxyde de soufre », un titre angoissant alors que dans le corps de l'article, on découvre que les valeurs relevées sont restées largement en deçà des valeurs limites.

I.1.2 : Les difficultés rencontrées

La méthode décrite ci-dessus a été élaborée avant de me lancer dans la recherche concrète des articles. J'ai rencontré un certain nombre de difficultés en chemin que je souhaite évoquer ci-dessous.

La conservation des quotidiens sur microfilms jusqu'au milieu des années 2000 a ralenti mon planning initial. En effet, chercher un article sur microfilm nécessite de passer en revue toute la bande pour repérer l'édition et la date. La lecture des microfilms s'est donc révélée très fastidieuse. Certaines périodes n'ont pas pu être couvertes soit parce que le film était détérioré ou mal enregistré, soit encore parce que la bibliothèque n'avait pas dans ses fonds la période demandée. Il s'agit en particulier de *La Marseillaise* de 1988 à 2001.

J'ai quelque fois cherché à proximité de la semaine aléatoirement tirée. C'est pourquoi des articles ont été prélevés qui ne correspondent pas exactement aux périodes initialement fixées.

Mais au delà de ces problèmes très pratiques, c'est plus la démarche de la phase exploratoire et le questionnement qu'elle déclenche qui m'ont intéressé.

I.2 : Analyse du corpus



I.2.1 : Les premiers constats fait au cours des prélèvements

Au moment où je découvrais que Jean-Luc Crozel signait la plupart des articles du *Provençal* comme du *Méridional* dans les années 90, j'étais à la rédaction de *La Provence* pour une mise en situation professionnelle organisée dans le cadre de mon Master. Je me suis rapprochée de lui pour lui faire part du sujet de mon mémoire. Il m'a alors très spontanément exprimé son regret du désintérêt du public comme de sa rédaction pour l'économie et les entreprises régionales et de l'ignorance grandissante qu'il constate sur ces sujets.

Au fil de mes lectures, je notais aussi que *La Provence* et *Le Méridional* utilisaient un vocabulaire et une titraille plus sobre que *La Marseillaise*, beaucoup quand à elle, plus prolix dans l'utilisation des métaphores et des titres imagés.

L'analyse qui va suivre devra permettre de confirmer ou d'infirmer ces premiers constats et de les compléter.

I.2.2 : Analyse quantitative

Dans un article publié au printemps 2010 par Christine Leteinturier, Valérie Devillard et Camille Laville intitulé « La production journalistique et son environnement : le cas de l'information générale et politique entre 1990 et 2010 », les auteurs indiquent que l'approche quantitative, très largement délaissée par les courants sémiotiques, s'avèrent selon elles la seule qui permette de mesurer effectivement la réalité de l'évolution des productions journalistiques. Elles prennent en compte également l'évolution des systèmes rubricaux qui dessinent à leur sens l'évolution des lignes éditoriales.

Dans une autre étude réalisée en 2009 par une équipe de chercheurs dénommée « contribution d'une démarche quantitative à l'analyse des flux médiatiques d'information », les auteurs mettent en évidence que parmi les nombreux paramètres à prendre en compte pour rendre compte du sens d'une information transmise par les média, les paramètres tels que la place, l'emplacement, l'importance dans le temps et l'espace sont des éléments déterminants.

C'est pourquoi, nous étudierons dans ce paragraphe comment ont évolué ces paramètres de l'analyse quantitative sur les quotidiens marseillais.

Evolution de l'espace réservé par la PQR à l'Industrie régionale.

Au *Méridional*, dans les années 80, une rubrique baptisée « Sud Affaires, la vie des entreprises et de leurs hommes » est consacrée aux entreprises. On trouve dans cette rubrique essentiellement des offres d'emplois mais aussi des portraits d'entreprise et leur actualité. La rubrique comporte au moins une page, voir deux dans la plupart des cas.

Peu après le rachat des deux titres (*Le Provençal* et *Le Méridional*) par le groupe Hachette-Lagardère à la fin des années 80, *Le Provençal* lance un magazine mensuel intitulé également « Sud Affaires » dans lequel l'économie régionale et la vie des entreprises sont traitées à travers des dossiers thématiques.

Début 2000, le magazine mensuel disparaît au profit d'un supplément hebdomadaire « La Provence de l'Economie » publié chaque mardi. Mais il disparaît à son tour en 2003 sur décision de Stéphane Duhamel, le nouveau PDG de *La Provence*. Selon *La lettre Sud Infos* du 8 novembre 2003, les résultats publicitaires étaient corrects mais le supplément apportait peu de synergies au titre. Une rubrique quotidienne « Provence économie » persiste dans laquelle l'information économique régionale est traitée en fonction de l'actualité avec « un sens plus consumériste et commercial », plus proche « d'un produit de régie publicitaire », écrit encore *Sud Infos*.

A *La Marseillaise*, un nouveau supplément économique « Energies Sud » est lancé peu de temps après la disparition du supplément de la Provence selon le rédacteur en chef de *La Marseillaise*. Aucun article de ce supplément n'a été prélevé dans le corpus. Son rythme de parution est très irrégulier et les périodes de prélèvement ne correspondaient jamais avec les dates de parution. Un seul des suppléments consultés de 2008 à 2010, après la constitution du corpus, a été consacré à l'industrie régionale (28/12/2009). Les dossiers concernent en général l'environnement, le développement durable, les collectivités territoriales, Marseille 2013, l'immobilier.

Le supplément Energie Sud de *La Marseillaise* ne remet donc pas en cause fondamentalement les conclusions tirées de l'analyse quantitative du corpus, à savoir : aucun changement important dans la conception des rubriques du quotidien n'est intervenu depuis le début de la période d'observation. Les informations concernant les entreprises sont traitées au fil de l'actualité. Dans l'année, le quotidien consacre quelque fois dans le corps du journal, des dossiers spécifiques à l'économie et aux entreprises régionales. Par exemple, au mois de décembre 2004, le quotidien édite une fois par semaine un dossier intitulé « rétrospective sociale » qui reprend les moments marquants de l'année. De même, en aout 2010, le quotidien revient chaque mercredi sous la rubrique « L'été en pente douce » sur des entreprises qui ont eu une actualité chargée dans les derniers mois .

Les 19 articles prélevés dans un supplément mensuel sont donc issus exclusivement de « Sud Affaires », le supplément mensuel du *Provençal* puis de *La Provence*. Sur les 27 articles de la Provence, 17 articles ont été prélevés dans la rubrique hebdomadaire du mardi.

Tableau récapitulatif des articles par type d'édition selon les quotidiens :

TYPE EDITION	La Marseillaise	La Provence	Le Mérional	Le Provençal	Total
Quotidien	23	10	10	3	46
Quotidien/ Rubrique Hebdo (mardi)		17			17
Supplément Mensuel				19	19
Total	23	27	10	22	82

Le tableau récapitulatif des articles prélevés par année et par type de rubrique joint en annexe N°1 montre que depuis 1982, sur l'échantillon d'articles prélevés, l'espace réservé par La Provence aux entreprises industrielles diminue.

Analyse des sujets et de leur évolution sur la période

Les articles prélevés ont été classés en neuf grandes familles de sujets.

Tableau récapitulatif des articles regroupés par famille de sujets et par quotidien :

Sujet	La Marseillaise	La Provence	Le Mérional	Le Provençal	Total
délocalisation	3	1			4
espionnage industriel		1			1
fin d'une entreprise industrielle				1	1
patrimoine industriel	2			1	3
pénibilité des conditions de travail	3				3
sauvegarde activité industrielle et emplois	13	4	2		19
tourisme industriel				1	1
risques industriels et pollution		11		4	15
Investissement et développement industriel	2	10	6	17	35
Total	23	27	10	22	82

Un tableau présentant la ventilation des sujets par quotidien et par année est joint en annexe N°2.

On constate une grande disparité de sujets en fonction des quotidiens. Ceux traitant de « la sauvegarde d'entreprises industrielles et de leurs emplois » sont prédominants à *La Marseillaise* (13 articles sur 23). Tandis que ceux liés au mode de développement d'une industrie et à ses perspectives d'avenir sont largement prédominants au *Provençal* (17 articles sur 22), au *Méridional* (6 sur 10) et à *La Provence* (10 sur 27).

Aucun article concernant les risques industriels n'a été trouvé à *La Marseillaise* alors qu'ils représentent près de 40 % des choix éditoriaux de *La Provence* entre 1997 et 2010 (11 articles sur 27).

L'article de *La Marseillaise* du 25/11/82 intitulé « Aujourd'hui les Houillères de Provence » illustre peut-être à lui seul ce choix éditorial. En effet, l'article fustige des élus et des associations oeuvrant pour la qualité de l'air au risque de supprimer les 2200 emplois promis par la poursuite de l'activité minière grâce à la découverte de nouvelles réserves de charbon à Gardanne. Sous entendu, la protection de l'environnement passe après les emplois.

L'emploi, son développement ou sa sauvegarde sont toujours traités indirectement par *La Provence*, *Le Provençal* et *Le Méridional*. En effet, sur 59 articles de ces trois quotidiens, 32 font référence à l'emploi principalement dans le sujet « investissement et développement ». Seuls 6 articles de ces trois quotidiens parlent de la sauvegarde d'une entreprise et de ses emplois. Est ce un choix éditorial de ces quotidiens de ne parler que des industries qui vont bien et se développent, des perspectives optimistes et rassurantes en matière industrielle pour contrer la morosité ambiante et les coups de butoir qui s'abattent depuis les années 70 sur l'industrie marseillaise ? L'étude des angles ci-après permettra de le confirmer.

L'analyse par famille de sujets permet encore d'observer :

- ⇒ que seule *La Marseillaise* consacre quelques articles aux conditions de travail dans l'industrie en dénonçant leur pénibilité.
- ⇒ que des grandes thématiques industrielles sont absentes comme par exemple : les politiques pour se conformer aux accords de Kyoto, les métiers de l'industrie et les filières de formation régionales. Seule, *La Marseillaise* évoque à travers deux articles la fierté des savoir-faire industriels et la problématique de leur transfert. Ainsi l'article du 19/01/09 « Des entreprises sous protection citoyenne » dénonce le torpillage de la transmission des savoirs faire » ou celui du 4/8/2010 « Moteurs Baudouin vogue à contre-courant » qui donne la parole à un ancien ouvrier fier des savoir-faire de l'entreprise ».

Evolution dans le temps des trois sujets majoritaires sur la période observée

L'évolution sur la période observée des trois sujets majoritaires : « Sauvegarde activité industrielle et emplois », « risques industriels et pollution », « Investissement et développement industriel » met en évidence :

- Le lien entre les choix éditoriaux et des événements majeurs. Ainsi le sujet « risques industriels et pollution » est prédominant en 2001, année de l'explosion du site d'AZF à Toulouse, un supplément de la Provence lui étant consacré. Ce sujet revient régulièrement les années suivantes.
- La prédominance du sujet « Investissement et développement industriel » jusqu'en 2002. Une année charnière puisqu'elle suit les attaques terroristes aux Etats Unis et l'explosion de l'usine d'AZF à Toulouse de septembre 2001 et précède la crise économique de 2003 en France. Puis, ce sujet disparaît presque entièrement des articles prélevés au profit de sujets sur la sauvegarde d'entreprises. Le magazine mensuel « Sud Affaires » de La Provence disparaît quasiment au même moment au profit d'un supplément hebdomadaire tous les mardis.
- La constance de la ligne éditoriale de *La Marseillaise* qui se consacre essentiellement aux industries en difficultés et aux combats des salariés pour sauver leurs emplois. Seuls 2 articles ont été prélevés en 1983 et en 2010 concernant l'avenir optimiste d'une industrie : Les Houillères de Provence en 1983 et « les moteurs Baudouin », deux vieilles industries de la région marseillaise.
- La disparition des sujets portant sur les perspectives de développement des industries de la région dans le seul quotidien régional qui le traitait régulièrement dans sa ligne éditoriale jusqu'au début des années 2000.

L'analyse des sujets limitée aux 82 articles prélevés met en évidence que sur les 10 dernières années, l'information diffusée par la PQR sur les entreprises industrielles porte essentiellement sur les difficultés qu'elles rencontrent : conditions de travail, sauvegarde de l'entreprise, risques industriels.

De 1982 à 2002, *La Provence, Le Provençal* et *Le Méridional*, ont privilégié le sujet « investissement et développement industriel » mettant en avant essentiellement des industries innovantes ayant des perspectives de développement alors que dans le même temps, l'économie marseillaise était confrontée à de grands bouleversements de son tissu industriel comme on le développera plus loin.

Analyse des angles et de leur évolution dans le temps

L'analyse des angles a nécessité une lecture attentive des articles, de la cohérence de la titraile et des illustrations avec le corps du texte.

Cinq grandes familles d'angles ont été définies. Dans plusieurs articles, en particulier à La Marseillaise, ses angles sont combinés régulièrement.

- ⇒ Avec l'angle « Dénonciateur », le journaliste dénonce les choix de gestion d'une entreprise, que ce soit leur injustice sociale ou les risques qu'ils font subir aux salariés et à la collectivité.
- ⇒ Sous l'angle « Interventionniste », ont été classés les articles où le journaliste considère que le rôle de l'Etat et des pouvoirs publics est d'intervenir dans la gestion d'une entreprise privée, en particulier pour la soutenir lorsqu'elle est en difficulté.
- ⇒ L'angle « Mobilisateur » est utilisé par le journaliste pour appeler les lecteurs à réagir ou à soutenir une mobilisation.
- ⇒ Sous l'angle « responsabilisant », le journaliste met en avant le rôle responsable de l'entreprise dans la résolution de ses problèmes et en particulier leurs conséquences sur l'environnement, la vie sociale et économique.
- ⇒ Enfin, avec l'angle « évolutionniste », le journaliste entend insister sur le mode de développement d'une entreprise. On retrouve à plusieurs reprises dans cet angle, le thème de l'innovation.

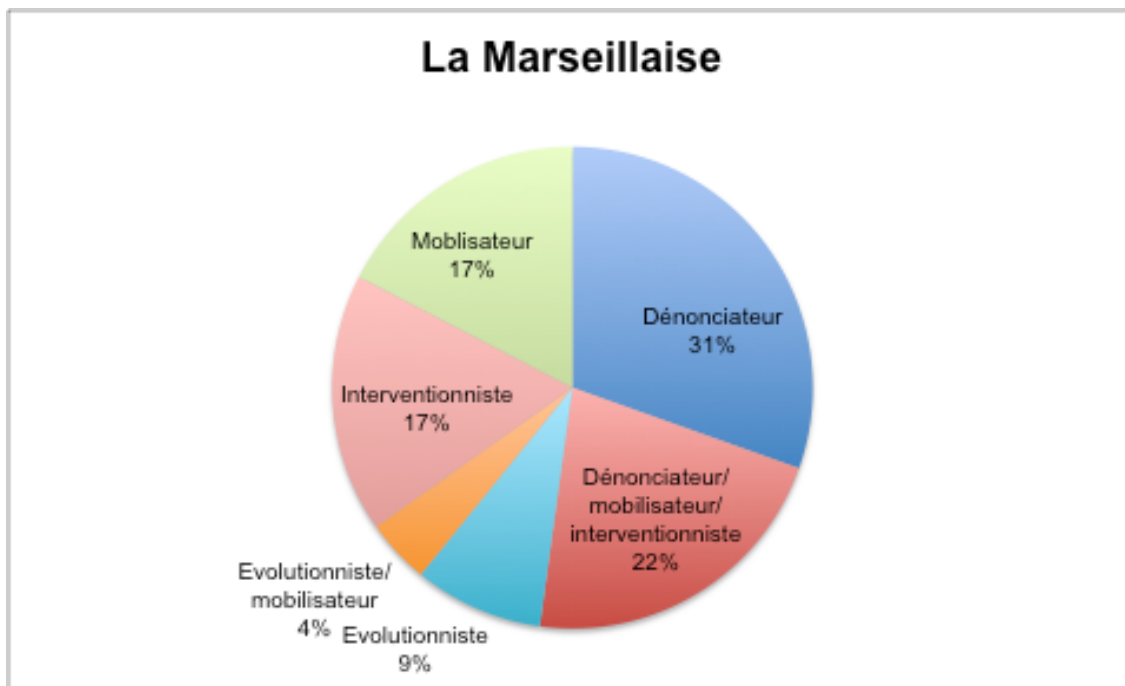
Tableau regroupant les articles par famille d'angles :

ANGLES	Nombre d'articles
Dénonciateur	10
Dénonciateur/ mobilisateur/interventionniste	5
Dénonciateur/mobilisateur	1
Dénonciateur/Responsabilisant	2
Evolutionniste	31
Evolutionniste/mobilisateur	1
Evolutionniste/Responsabilisant	3
Interventionniste	13
Mobilisateur	4
Responsabilisant	12
Total	82

Analyse des angles à La Marseillaise

L'angle « dénonciateur » est utilisé dans plus de la moitié des articles prélevés de *La Marseillaise* comme le montre le graphique ci-dessous.

Angles utilisés à *La Marseillaise* sur les 23 articles prélevés :



Patrons indécents, méfaits de la mondialisation ou prédominance des enjeux financiers devant les enjeux sociaux sont des thèmes récurrents à *La Marseillaise*.

L'angle dénonciateur est combiné souvent avec l'angle Interventionniste ou l'angle mobilisateur. Des thèmes cohérents avec la ligne éditoriale de ce journal communiste ouvert depuis quelques années à d'autres composantes du mouvement de contestation sociale et de contestation du modèle capitaliste.

L'angle mobilisateur est présent également dans près de la moitié des articles, confirmant encore que *La Marseillaise* est avant tout un journal d'opinion.

L'angle responsabilisant est absent totalement des articles prélevés. Le choix éditorial de *La Marseillaise* semble sous-entendre que les dirigeants d'une entreprise ne peuvent pas être responsables quelque soit les décisions qu'ils prennent. « Un choix éditorial plus tenable et pas juste » aujourd'hui selon Rolland Martinez, rédacteur en chef de *La Marseillaise*.

Sur la période étudiée, comme le montre le tableau annexé (cf. annexe N°3), la ligne éditoriale est constante confirmant les conclusions tirées l'analyse des rubriques et des sujets. On observe quand même que l'angle « évolutionniste » est utilisé à deux reprises en 2009 et en 2010 mais il s'agit de la même

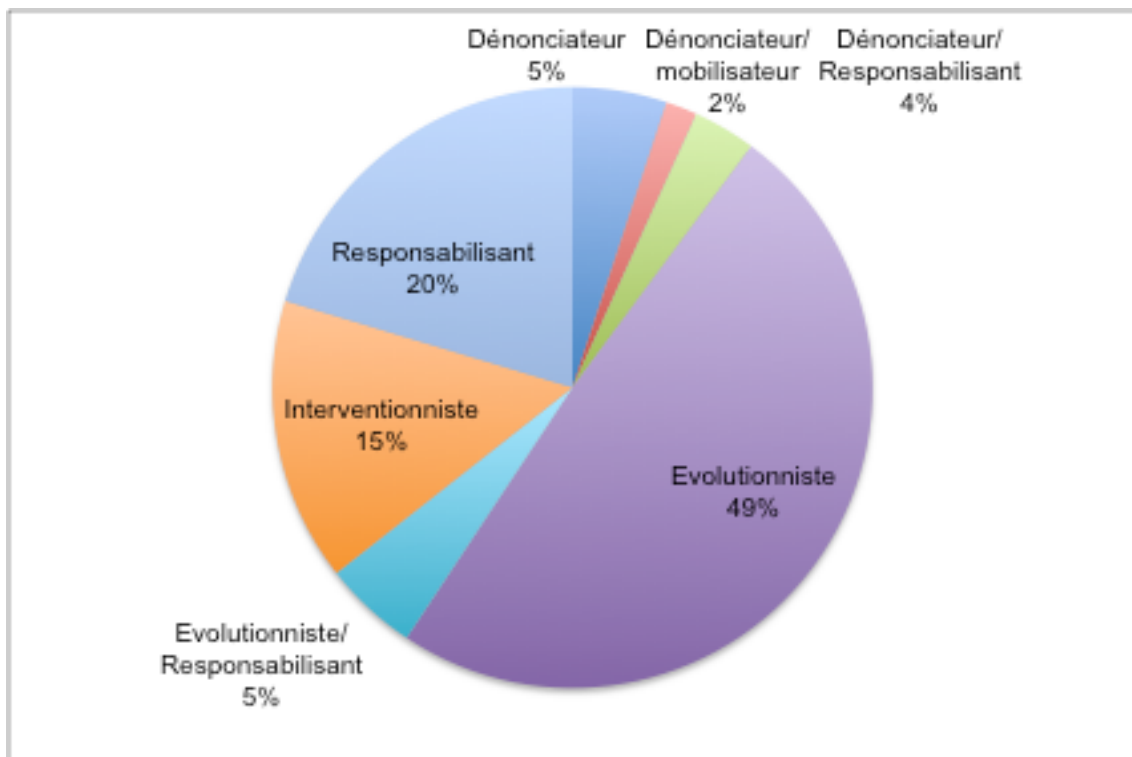
entreprise : Les moteurs Baudouin, une vieille entreprise marseillaise sauvée par une entreprise chinoise en 2009.

On retrouve enfin la présence de l'angle « interventionniste », en ligne avec la position politique du journal qui veut que la liberté d'entreprendre soit fortement limitée et encadrée par les pouvoirs publics.

Analyse des angles au Provençal, au Méridional et à La Provence

Ces trois quotidiens ayant une ligne éditoriale proche en matière de traitement de l'information des entreprises et de l'économie comme l'a montré plus haut l'analyse des sujets, ils seront analysés ensemble. Pour mémoire, Jean-Luc Crozel, aujourd'hui Responsable de la rubrique économique à *La Provence* écrivait indifféremment pour les deux quotidiens *Le Provençal* et *Le Méridional* avant leur fusion.

Parts respectives des angles à *La Provence*, *Le Provençal*, *Le Méridional*



Plus de la moitié des articles liés à l'industrie est traitée sous l'angle « Evolutionniste ». Ce sont principalement des portraits d'entreprises innovantes par leur technologie ou leur capacité d'adaptation à la mondialisation de l'économie.

Ainsi par exemple, l'article du 18/10/84 *du Provençal* intitulé « du Zinc dans la vieille montagne » met en avant le nouvel avenir d'une vieille entreprise marseillaise après son rachat par un groupe Belge. Celui du 28/02/94 titrant

« La Provence : capitale de la gélatine » révèle les efforts d'une vieille usine pour s'adapter grâce à l'innovation.

Quand on analyse l'évolution de cet angle sur la période observée à l'aide du tableau en annexe 3, on constate à nouveau qu'il est prédominant jusqu'en 2002 puis à partir de cette date, il disparaît au profit des angles « interventionniste » et « responsabilisant ».

Analyse comparative des angles sur un même sujet

Il est intéressant de comparer les angles d'articles sur des sujets communs. Ainsi, la fermeture de l'usine Lustucru du groupe PANZANI d'Arles a été traitée le 7/12/2004 par *La Provence* et les 29 et 30/12/2004 par *La Marseillaise*.

A *La Provence*, c'est l'angle Responsabilisant qui a été choisi : Le projet de SCOP monté par des salariés n'a aucune chance de voir le jour car il n'est pas viable économiquement comme vient de le faire savoir le Préfet confirmant ainsi la décision appropriée et opportune de fermeture du groupe PANZANI et ce, malgré l'obstination des salariés.

A *La Marseillaise*, les deux articles ont été traités sous les trois angles « dénonciateur, mobilisateur et interventionniste » : le projet de SCOP des salariés est rentable, c'est à l'Etat que revient maintenant la responsabilité de soutenir le projet pour contrer les pratiques des patrons « voyous ».

Sur le projet de fermeture de l'usine Nestlé de Saint Menet, le constat est le même. Le 1/12/2004, *La Provence* choisit l'angle « Responsabilisant » en expliquant les raisons économiques invoqués par le groupe Nestlé et assurant que le groupe assumerait ses responsabilités en matière d'accompagnement social. *La Marseillaise* publie dans le même temps une série d'articles sur le sujet (29/12/04, 6/1/05 et 2/3/2005) sous les angles « Dénonciateur, Interventionniste et Mobilisateur » dans les quels il est principalement question de soutenir les salariés, victimes de patrons « voyous » et appelant à soutenir la mobilisation des salariés et leur appel à l'intervention des pouvoirs publics.

L'analyse des angles confirme qu'une inflexion a eu lieu en 2003 à *La Provence* avec la fin des angles évolutionnistes. La ligne éditoriale de ce journal qui avait choisi d'informer sur les transformations du tissu industriel Marseillais a été profondément remaniée au profit d'un traitement plus superficiel au gré de leurs évènements les plus visibles ou sensationnels.

A *La Marseillaise*, le changement de la ligne éditoriale qui se veut plus équilibrée et moins en défense systématique des salariés selon son rédacteur en chef, n'est pas perceptible dans les articles prélevés. Mais « l'évolution de la culture du journal prendra du temps », a-t-il confié.

° °
°

Ainsi, l'analyse de la mise sur agenda, des sujets et des angles des articles prélevés met en évidence à *La Provence* :

- la diminution de l'espace consacré aux thématiques industrielles
- la disparition des rubriques périodiques mensuelles ou hebdomadaires consacrées l'activité industrielle.

La pauvreté de la diversité des sujets à une période donnée nourrit la critique souvent entendue que ces quotidiens surfent sur la vague des évènements ou qu'ils font preuve de « suivisme ».

Le choix de ne traiter les informations industrielles qu'au fil de l'actualité renforce cette perception.

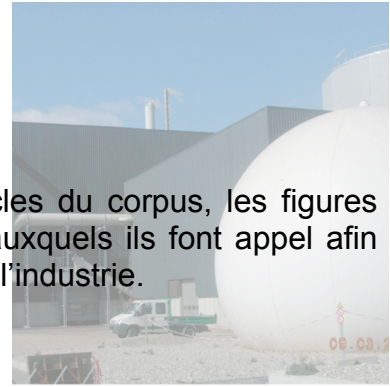
Les articles prélevés à *La Marseillaise* contribuent également à véhiculer une image négative du monde de l'Industrie en ne traitant que les côtés négatifs de la destruction du tissu industriel, l'incurie des dirigeants et les mauvais traitements infligés aux salariés.

Elle confirme également que *La Provence* avait fait le choix éditorial jusqu'en 2003 d'informer les lecteurs sur la recomposition du tissu industriel du territoire mais que depuis, la ligne éditoriale privilégie essentiellement des sujets en médiatisant essentiellement les aspects négatifs.



I.2.3 : Analyse qualitative

L'objectif de cette partie est d'analyser sur les articles du corpus, les figures rhétoriques utilisées et les registres de résonance auxquels ils font appel afin de rechercher s'ils induisent une image péjorative de l'industrie.



Les apports de la rhétorique

La rhétorique ou « l'art de bien parler » au sens étymologique du terme désigne plus généralement l'art ou l'ensemble des techniques pour structurer un discours en vue de persuader un auditoire au moyen du langage oral. Elle s'est étendue aux textes écrits et surtout aux textes littéraires et dramatiques.

Jacqueline de Romilly dans son ouvrage *Les grands sophistes dans l'Athènes de Périclès*, a montré combien l'invention de la rhétorique par Corax, en Sicile grecque au Vème siècle av. J.-C. est intimement liée à la naissance de la démocratie.

La rhétorique classique constitue le socle des théories de l'argumentation car elles s'intéressent au mécanisme global qui va de l'invention de l'argument à son acceptation ou son rejet par ceux qui la reçoivent.

Dans la rhétorique classique, deux courants se sont opposés qui marquent encore aujourd'hui la pensée occidentale : les Platoniciens et les Sophistes. Platon institue comme origine et fondement de toute vérité le logos, c'est à dire la pré existence d'une réalité. Tandis que les Sophistes s'opposant radicalement à Platon prétendent qu'il n'y a qu'illusion à affirmer détenir la vérité.

Pour Platon, les sophistes incarnent une doctrine immorale endossant le « masque » de la politique, un discours flattant l'auditoire par l'artifice et la séduction au détriment de l'expression de l'Être et de la raison.

Dans son dialogue « Georgias », la volonté de Platon est de construire un discours qui soit légitime et en mesure de lutter contre les discours des Sophistes qui ne disent que ce qu'on est toujours déjà en mesure d'entendre et engendrent le conformisme source d'immobilité du corps social et non de son progrès

La rhétorique utilise, dès ses fondements, trois notions centrales dans la pensée grecque et latine que résume Cicéron lorsqu'il dit que la rhétorique consiste « à prouver la vérité de ce qu'on affirme (logos-expliquer) , se concilier la bienveillance des auditeurs (éthos-plaire), éveiller en eux toutes les émotions qui sont utiles à la cause (pathos-émouvoir) ».

A partir des années 1950, une nouvelle génération de chercheurs, incarnée principalement par l'école de Bruxelles s'intéresse à nouveau aux théories de l'argumentation en tant qu'art de convaincre.

Selon Michel Meyer, philosophe belge de cette école : « La rhétorique est la discipline qui situe les problèmes philosophiques, comme scientifiques dans le contexte humain, et plus précisément inter-subjectif, là où les individus communiquent et s'affrontent à propos des problèmes qui en sont les enjeux ; là où se jouent leurs liaisons et leurs déliaisons ; là où il faut plaire et manipuler, où l'on se laisse séduire et surtout, où l'on s'efforce d'y croire ».

Les figures de style et leur analyse en psycholinguistique

Dans la rhétorique classique, l'élocution est la partie écrite du discours. Le choix des mots et la composition des phrases mis en œuvre lors de l'élocution repose sur deux éléments : le style d'une part et les figures de rhétoriques (ou figures de styles) d'autre part. Ils sont purement personnels et traduisent le talent de l'orateur.

Les figures de style permettent une vaste palette d'effets. La stylistique en étudie plus précisément les effets sur le lecteur.

Une figure de style est un procédé d'expression qui s'écarte de l'usage ordinaire de la langue et donne une signification particulière au propos. L'auteur amplifie son discours en recourant aux figures, notamment par l'utilisation du langage imagé. De nombreuses figures de style ont pour intérêt d'agir sur le rythme, la construction syntaxique ou la répétition. De manière générale, les figures de style mettent en jeu : soit le sens des mots (figures de substitution comme la métaphore), soit leur sonorité, soit enfin leur ordre dans la phrase.

La linguistique moderne a renouvelé l'étude de ces procédés d'écriture. Au 20^{ème} siècle, les mécanismes des figures de style sont également l'objet de recherches neurolinguistiques et psychanalytiques. Initié par le Groupe μ et par le structuralisme, la figure va entrer dans nombre de théories majeures aujourd'hui.

Ainsi Jacques Lacan a proposé une compréhension de la pensée profonde à partir des mécanismes de la métaphore. Fondée sur la substitution et/ou l'analogie, la métaphore est utilisée pour traduire une pensée plus riche et plus complexe que celle qu'exprime un vocabulaire descriptif concret. Pour Lacan, le signifiant prime sur le signifié et « l'inconscient ne connaît que les éléments du signifiant ». Le signifié désigne le concept, c'est-à-dire la représentation mentale d'une chose tandis que le signifiant désigne l'image acoustique d'un mot. Lacan cite ainsi des métaphores célèbres : « La racine du mal, l'arbre de la connaissance, le jardin de la paresse, ... ».

Ainsi contrairement au texte philosophique où les choses sont explicitées, le texte riche en métaphores entre en résonance directe avec des parties de la pensée qui sont mal accessibles à la conscience, ce que montrent également

les travaux de Julian Jaynes et l'ouvrage commun de Joyce C Mills et Richard J. Crowley *Métaphores thérapeutiques pour enfants* .

Pour George Lakoff, professeur de linguistique cognitive à l'Université de Californie (Berkeley), les métaphores sont présentes dans notre vie de tous les jours et sont, selon lui, à la base du sens donné à nos concepts. Ainsi, à propos de la métaphore: « La discussion c'est la guerre », Lakoff explique qu'elle est présente dans le langage quotidien par une grande variété d'expressions tels que : « Vos affirmations sont indéfendables. Il a attaqué chaque point faible de mon argumentation. J'ai démolé son argumentation ». C'est en ce sens que la métaphore « La discussion c'est la guerre » est l'une de celles qui, dans notre culture, structure les actes que nous effectuons en discutant.

Avec les découvertes de la psycholinguistique, les sciences voient de plus en plus dans la métaphore un processus, au lieu d'un résultat esthétique du seul domaine du langage.

L'utilisation de la rhétorique et des figures de style dans l'écriture journalistique

L'écriture journalistique utilise en général les règles de la rhétorique pour attirer l'attention des lecteurs, pour le séduire ou le convaincre.

Ainsi, l'ordre homérique de la rhétorique classique qui consiste à commencer et à finir par des arguments forts en ménageant entre temps le public est utilisé dans l'écriture journalistique. Par exemple : le titre d'un article est conçu pour capter l'attention du lecteur.

Deux courants s'opposent dans l'écriture journalistique, médiation entre le lecteur et le monde. L'un, s'inspirant des Platoniciens, veut servir le réel en lui restant le plus fidèle que possible. L'autre, dans la lignée des Sophistes, considère que toute vérité est relative et que la recherche de l'objectivité par l'exposé des faits est vaine.

Alors que pour les premiers, le journaliste doit s'effacer et laisser parler les faits en expurgant toute émotion et parti pris ou pour le moins, séparer les faits du commentaire, les seconds proposent leur lecture des faits et utilisent abondamment les figures de style pour séduire, persuader et convaincre leur lectorat.

L'ordre narratif de la rhétorique classique est utilisé également dans l'écriture journalistique. On le trouve surtout dans les Dépêches et dans le corps des articles des journalistes partisans de séparer les faits des commentaires. La narration est l'exposé des faits concernant la cause sur un mode objectif. Elle permet de matérialiser le raisonnement à suivre. Elle doit être claire (chronologique), brève, (vocabulaire simple) et crédible (énoncé des faits et des causes).

Les figures de style les plus couramment utilisées dans l'écriture journalistique sont l'hyperbole et la métaphore.

Médiation entre le monde et le lecteur, les métaphores sont considérées par les uns comme utiles pour le confort de la communication en tant que représentation de l'imaginaire collectif mais à contrario, elles sont dénoncées par d'autres pour les stéréotypes et les clichés qu'elles véhiculent en tant qu'images réductrices de problèmes complexes.

L'hyperbole (ou emphase) est utilisée pour frapper le lecteur. C'est une amplification traduisant l'émotion, ou apportant un souffle épique éventuellement avec un effet ironique ou plaisant.

Chaïm Perelman dans son « traité de l'argumentation » a montré que « par un curieux effet psychologique, ce qui perd en importance devient, par le fait même, abstrait, presque inexistant » dans la conscience du lecteur. L'hyperbole, par son amplification, met en scène une hiérarchie des valeurs (les qualifications destinées à présenter les idées ou les faits), dont l'objectif est d'influencer fortement le point de vue.

Analyse de la rhétorique et des figures de styles du corpus

Cette analyse porte essentiellement sur les figures de style et l'argumentation utilisées dans les articles prélevés afin de déterminer dans quelle mesure ils induisent une image négative de l'industrie.

Elle s'appuie sur le vocabulaire utilisé, les métaphores, la titraille et les illustrations des articles.

Rhétorique et figures de style à *La Marseillaise*

A *La Marseillaise*, les figures de styles utilisées dans la titraille comme dans le corps du texte utilisent volontiers l'hyperbole et la métaphore. Concernant les métaphores, le recours à la personnalisation est très fréquent. Le registre des émotions est donc fortement utilisé. Quelques exemples de personnalisation et de métaphores de *La Marseillaise* : concurrence acharnée, course effrénée, sacrifice consenti sur l'autel de la compétitivité, attitude suicidaire, purement et simplement meurtrier, la lutte est âpre, travailler la peur au ventre, l'épée de Damoclès, la menace plane, nébuleuse mondialisation, stratégies d'oiseaux migrants.

L'utilisation d'un vocabulaire populaire ou d'un style « parlé » est également présent jouant sur le registre de la proximité. Quelques exemples de langage populaire utilisé par *La Marseillaise* : en remettre une louche, même son de cloche, se débarrasser d'une partie de son personnel, patrons voyous.

Le vocabulaire emphatique ci-après est largement présent dans les articles : énormes, remarquable, formidable, exceptionnels, incroyable.

L'utilisation des illustrations est très présente. Ainsi, sur 23 articles prélevés, tous sauf 3 ont au moins une illustration ou un dessin humoristique.

Enfin concernant les auteurs, contrairement aux autres quotidiens étudiés, on note une grande variété de journalistes puisque les 23 articles prélevés ont été écrits par 14 auteurs différents. Ce dernier constat met en évidence l'importance de la ligne éditoriale du journal et sa prégnance sur les différents journalistes.

Rhétorique et figures de style au Méridional, au Provençal et à La Provence

Le Méridional utilise un vocabulaire plus sobre et fait moins appel au registre des émotions. La titraille et les légendes des illustrations sont moins présentes qu'à *La Marseillaise*. 7 articles sur 10 ont été écrits par Jean-Luc CROZEL.

Au Provençal, le vocabulaire utilisé est également plus sobre même si les titres des articles utilisent volontiers les métaphores clichés (exemple : « l'ombre de Bhopal plane sur Marseille »). Les termes imagés sont utilisés régulièrement mais avec moins d'emphase qu'à *La Marseillaise*. Quelques exemples de termes imagés : Redresse la tête, fleuron du groupe, juteux contrats, coquette somme, usine phare, diamant, liens fructueux. 12 articles sur les 22 prélevés dans le Provençal n'ont pas d'illustrations.

Enfin, on retrouve à *La Provence* le même style que celui décrit dans *Le Provençal* et *Le Méridional* : un vocabulaire plus sobre dans le corps du texte mais des titres accrocheurs (Alerte au dioxyde de soufre, la chimie régionale irritée par les taxes). 4 des 13 journalistes qui ont écrits 17 des 27 articles prélevés dans *La Provence* viennent du *Méridional* ou du *Provençal*.

A *La Marseillaise*, le corps du texte est dédié principalement à l'argumentation alors qu'à *La Provence*, il est plutôt consacré à l'exposé de la situation et à la collecte des différents points de vue. La fin de l'article laisse place aux commentaires du journaliste mais pas systématiquement. On retrouve là l'opposition entre les deux courants du journalisme évoqués plus haut.

La Marseillaise, journal d'opinion, veut convaincre et persuader. *La Provence* expose les faits et donne éventuellement son commentaire.

A part quelques exceptions, la ligne éditoriale de *La Provence* et des quotidiens l'ayant précédés insiste sur le côté responsable des entreprises et cherche à les mettre plutôt en valeur. Que ce soit leurs forces qui attirent des investisseurs étrangers, leur politique de développement à travers leur capacité d'adaptation ou d'innovation. Sur les risques industriels, les articles cherchent plutôt à rassurer les lecteurs et à montrer les efforts des entreprises pour limiter les risques. Ainsi les articles du Provençal du 27/03/95 : « Sollac en termine avec ses fumées rousses » ou « Duclos chimie améliore le traitement de l'eau ») ou encore l'article du 2/10/2001 de *La Provence* « A La Mède, on veut tirer les leçons du drame »)

Jusqu'en 2002, les choix éditoriaux de *La Provence*, du *Méridional* et du *Provençal* mettent les entreprises en valeur et se veulent rassurants même sur

les risques industriels. Les lignes éditoriales des deux quotidiens au départ si différents s'étaient donc rapprochées avant leur fusion dans *La Provence*.

Comparaison de *La Marseillaise* et de *La Provence*

La comparaison ci-après de deux articles de *La Marseillaise* et de *La Provence* sur le même sujet est intéressante du point de vue rhétorique.

Le 7/12/2004, *La Provence* publie un article intitulé « Le sort de Lustucru d'Arles connu en janvier » dans lequel les faits sont exposés de manière chronologique puis les points de vue de chaque partie. Enfin en dernière partie, le journaliste expose son point de vue.

Le 30/12/2004, *La Marseillaise* publie sur le même sujet, l'article « Lustucru, la perspective «Riz d'ici» se dessine », Il est consacré essentiellement à argumenter en utilisant abondamment les figures de style pour convaincre le lecteur que le projet de SCOP monté par les salariés est viable et que le non respect de leurs engagements initiaux par le groupe Panzani et l'Etat seront les responsables de l'échec.

Les mêmes constats sont tirés dans la comparaison de ces deux quotidiens au sujet de la fermeture de l'usine Nestlé de Saint Menet.

La Provence du 1^{er} décembre 2004 : « Les salariés de Nestlé Marseille passent à l'action » se limite à exposer la situation, les derniers événements et donne les arguments et les engagements qu'elle a collecté auprès de Nestlé.

La Marseillaise dans son article du 29/12/2004 : « Après Lustucru Arles, Nestlé St Menet » argumente que la décision de fermeture n'est pas fondée et fustige les pratiques déloyales de la Direction avec force de figures de style (hyperboles, métaphore, personnification). L'article manie également abondamment l'ironie, un procédé de manipulation qui sous-entend que le lecteur adhère au point de vue initial.



A travers la rhétorique et les nombreuses figures de style utilisées, *La Marseillaise* fait essentiellement appel au registre des émotions et de la proximité pour convaincre son lectorat populaire. *La Marseillaise* est un journal d'opinion et n'en fait pas mystère. La rhétorique utilisée est donc cohérente avec ce choix. Les figures de style choisies sont souvent agressives contre les dirigeants industriels, contribuant ainsi à l'image négative de ce monde industriel, un monde difficile où le combat fait rage.

***La Provence* s'adresse un public beaucoup plus large. La rhétorique utilisée est plus narrative même si elle utilise l'emphase ou les métaphores dans ses titres pour attirer le lecteur.**

I.3 : Choix d'une problématique parmi celles issues de l'analyse approfondie



I.3.1 : Synthèse de la phase d'exploration

Les articles prélevés dans les 3 quotidiens *Le Provençal*, *Le méridional* et *La Provence* de 1983 à 2002 véhiculent une image plutôt responsable des entreprises industrielles. Les articles témoignent plus de leur capacité de développement et d'adaptation que de leurs difficultés. A *La Provence*, un tournant s'opère à partir de 2003, l'espace réservé périodiquement à l'économie et à ses industries régionales disparaît.

Le lecteur qui s'intéressait à ses thèmes ne perd-il pas ses repères ? Les sujets sont traités en fonction de l'actualité amenant ainsi, *La Provence* à ne consacrer sa rubrique quotidienne « Economie régionale » qu'à ce qui fait « l'événement » et est directement visible par le lectorat comme l'a d'ailleurs confirmé Jean-Luc Crozel. « Les lecteurs attendent des informations sur leur quotidien, un journal pour être vendu doit coller aux pôles d'intérêt des lecteurs qui vont plutôt vers les faits divers, les faits de société et le sport ».

On a assisté alors à une augmentation des articles sur les risques industriels ou les entreprises en difficulté. Cette nouvelle ligne éditoriale prête ainsi le flan à la critique qui l'accuse de suivisme et de ne privilégier que les informations sensationnelles « vendeuses » au détriment des dossiers de fond.

Selon ces critiques, l'idéal promulgué au sortir de la Libération à travers les ordonnances du 26 août 1944 est mis à mal : « *la presse n'est pas un instrument d'objet commercial mais un instrument de culture* ». Celle-ci n'est libre que lorsqu'elle ne dépend « *ni du gouvernement ni des puissances d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs* ». Elle a pour mission de « *donner des informations exactes, défendre des idées, servir la cause du progrès humain* »

La Marseillaise, journal d'opinion d'origine communiste affiche de manière constante son opposition au système capitaliste et à la propriété privée des outils industriels. Les articles consacrés à l'industrie concernent essentiellement des entreprises en difficulté et mettent en cause uniquement la gestion de l'entreprise et ses décisions. Ils relaient le combat des salariés et de leurs organisations syndicales pour la survie de leur emploi ou l'amélioration de leurs conditions de travail en mettant en avant le manque de valeurs sociales du patronat ou son incompétence. Les risques industriels sont absents des articles prélevés. Les savoir faire industriels sont parfois évoqués. Ces deux derniers éléments témoignent ainsi d'une certaine fierté des métiers de l'industrie et que son activité en tant que telle n'est pas remise en question.

Au terme de cette première partie, la suppression des rubriques périodiques dédiées aux industries régionales à *La Provence* depuis 2003 contribue à traiter cette information comme à *La Marseillaise* : au gré de l'actualité et des événements, renforçant ainsi la théâtralité visible du monde de l'industrie

(accidents industriels, fermetures et conflits sociaux) au détriment d'autres aspects comme par exemple : les savoir-faire et les métiers, leurs modes de développement ou leur façon de rester compétitives, leurs perspectives d'emploi, la complexité de régulation de leur corps social ou leurs problématiques environnementales comme celle du respect des accords de Kyoto.

Le lectorat de *La Marseillaise* est plus restreint que *La Provence* certes, mais ces articles systématiquement à charge contribuent également à véhiculer une image négative de l'entreprise et de l'industrie en particulier.

A travers l'analyse quantitative et qualitative du corpus, l'hypothèse que la presse quotidienne régionale contribue à véhiculer une image négative de l'Industrie se confirme même si les quotidiens ont des approches différentes.

La focalisation trop fréquente des quotidiens régionaux sur les côtés négatifs de la destruction créatrice et les risques industriels depuis ces dix dernières années est une spécificité du territoire métropolitain Marseillais qui semble préjudiciable à l'image de l'industrie locale et à son développement.

I.3.2 : Les questions nouvelles à l'issue de la phase d'observation

Pourquoi aucune information ne filtre dans les médias sur la façon dont les entreprises du bassin de Fos entendent se conformer au protocole de Kyoto alors que la sensibilité des citoyens à l'environnement et au développement durable s'est accrue ces dernières années ? Le site pétrochimique de Lyondellbasell a inauguré en octobre 2010 un nouvel équipement de 37 millions d'euros diminuant ses émissions polluantes mais cet événement est passé quasiment inaperçu dans la presse régionale.

Le 2 avril 2011, *La Provence* a lancé un nouveau magazine mensuel « Gens du SUD » qui se veut le miroir de ceux qui font la Provence. Le communiqué de presse à l'occasion de son lancement est rédigé ainsi : « Ils sont du Sud et ils font l'info. Dans ce nouveau magazine (...), découvrez des stars et des inconnus qui font la fierté de toute une région et rayonnent parfois jusqu'au bout de la Terre. (...) , ces Provençaux incarnent la mémoire, racontent le présent et dessinent l'avenir. « Indiscrets sur les people, bonnes tables, nouveaux modes de vie et un agenda des sorties complètent ce magazine à découvrir de toute urgence pour voir le Sud autrement, authentiquement ».

Un nouveau magazine people est lancé mais pas de trace de renouveau d'un mensuel sur l'économie régionale comme dans les années 80 et 90.

Les lecteurs ne s'intéresseraient-ils donc plus à l'industrie et à son économie mais plutôt à l'information « people » ?

Les quotidiens régionaux sont-ils condamnés à suivre cette tendance pour enrayer la perte de leur lectorat ?

Jean-Luc Crozel explique que la faiblesse des abonnements au magazine économique de *La Provence* est à l'origine de son abandon en 2000. Le manque de synergies du supplément économique hebdomadaire gratuit a également scellé sa disparition en septembre 2003. Cette dernière disparition coïncide également avec la disparition du magazine spécialisé « *Entreprendre en Méditerranée* ». Ces échecs confirment-ils comme le pense Michel Raphaël, ancien rédacteur en chef d' *Entreprendre en méditerranée*, que l'intérêt pour l'information économique existe mais que les lecteurs ne sont pas prêts à payer »?. Pourtant la lettre hebdomadaire *Sud Infos* vendue essentiellement sur abonnement, a connu un nouveau développement après son rachat en 2001 par Sémaphore, une société de conseil. Le nombre de ses abonnés reste néanmoins très limité. Le supplément gratuit de *La Marseillaise* « Energies Sud » vendu avec le quotidien rencontre selon son rédacteur en chef, un certain succès comme en témoignent le supplément de ventes du quotidien lors de ses parutions et les nombreuses réactions des lecteurs qu'il suscite.

Où vont s'informer les lecteurs intéressés par ces thématiques aujourd'hui ?

L'origine serait-elle à chercher du côté de la formation des journalistes ? « Dans la PQR, j'ai constaté maintes fois des informations fausses et des erreurs grossières que la Presse spécialisée ne se permet pas » indique un responsable des Relations Extérieures d'un site pétro-chimique. Ce manque de fiabilité est-il aussi à l'origine d'une perte de crédibilité de la PQR vis à vis de son lectorat ?

Les questions sont nombreuses à l'issue de cette phase exploratoire.

I.3.3 : Choix de la problématique

Pourquoi la PQR de l'aire marseillaise ne se focalise que sur les cotés négatifs de la transformation du tissu industriel alors qu'une nouvelle dynamique a été enclenchée depuis les années 90 ?

Cette problématique m'intéresse d'une part car elle permet d'interroger le manque d'intérêt supposé des lecteurs pour l'industrie alors que la région Marseillaise a un passé industriel important et a engagé une profonde transformation de son tissu industriel depuis plus de 20 ans. D'autre part, en analysant les pratiques des entreprises industrielles et des journalistes, elle permet de s'interroger sur les difficultés rencontrées de part et d'autre et sur un éventuel partage des responsabilités.



Partie II : L'image négative véhiculée par la Presse quotidienne régionale sur l'Industrie marseillaise, une responsabilité partagée ?

La focalisation de la PQR Marseillaise sur les côtés négatifs de la transformation du tissu industriel du territoire et la diminution de l'espace consacré à la thématique industrielle sont-elles liées :

- au désintérêt des lecteurs et des acteurs politiques pour l'industrie qu'ils pensent sans avenir, expliquant ainsi pourquoi les quotidiens régionaux semblent avoir tourné la page,
- à la volonté des industriels de maîtriser leur image dans les médias,
- aux difficultés de la PQR confrontée depuis 10 ans à des impératifs de productivité et de rentabilité.

II.1 : La PQR Marseillaise : caisse de résonance de la douloureuse transformation du tissu industriel Marseillais.

Les lecteurs de la région Marseillaise ont-ils tourné la page de l'industrie, vestige d'un temps ancien, persuadés que l'avenir de leur région n'est plus industriel ou est ce plutôt le résultat d'une volonté politique commune des élus et des acteurs de l'aire marseillaise d'orienter le développement de l'activité économique vers des activités de services à haute valeur ajoutée qui ne produisent que de l'immatériel pour l'essentiel ?

Comment croire à ce désintérêt des lecteurs alors que l'aire marseillaise a accueilli des industries depuis le 19^{ème} siècle qui ont façonné son territoire et que fin 2008, près d'un salarié sur quatre travaille directement ou indirectement dans le secteur industriel sur le territoire d'Aix-Marseille (source Insee).

« Le caractère douloureux des mutations socio économiques d'un territoire façonne les représentations collectives de la destruction créatrice » selon Dominique Liautard et Marc Bassoni.

Or la transformation du tissu industriel de la ville de Marseille et de son territoire a été particulièrement douloureuse. La culture entrepreneuriale a été souvent rendue responsable des maux Marseillais. Avec un capitalisme qualifié d'archaïque, les entreprises Marseillaises ont eu bien des difficultés à prendre le tournant de la modernisation dès le début des années 60 provoquant plus 20 ans de crises ininterrompues. Une nouvelle dynamique s'est toutefois enclenchée depuis le début des années 90 mais les vieux démons ressurgissent si régulièrement qu'ils continuent de marquer durablement les consciences.

II.1.1 La douloureuse transformation du tissu industriel Marseillais

La presse quotidienne, oubliant l'idéal promulgué au sortir de la Libération n'est-elle devenue qu'une caisse de résonance des douloureuses transformations du tissu industriel de l'aire marseillaise ?

Jusqu'à la fin des colonies françaises, c'est à dire à la fin des années 50, le tissu industriel marseillais était composé d'entreprises dont les activités étaient essentiellement liées au port de Marseille.

Ces activités consistaient à importer des matières premières en provenance des colonies, les transformer en produits semi-finis ou finis pour ensuite les réexporter. Marseille était alors le 1^{er} port de la méditerranée. Les activités industrielles étaient diversifiées (métallurgie, mécanique, chimie, construction navale, agroalimentaire) et constituaient un ensemble socio-économique très intégré et autonome dont la particularité était d'être déconnecté de l'arrière pays provençal et de l'activité industrielle nationale.

D'autres industries se sont implantées dans la région de Marseille au début du 20^{ème} siècle :

- ⇒ des activités d'extraction minière et de transformation d'alumine à Gardanne :
- ⇒ des activités lourdes autour de l'Etang de Berre
- ⇒ des activités d'aéronautiques à Istres et Marignane.
- ⇒ des industries chimiques

Le début des années 60 marque le début d'une période très difficile pour l'économie Marseillaise qui assiste au mouvement des activités les plus dynamiques vers la périphérie de la ville.

Le fait majeur à l'origine de la crise est la fin de l'empire colonial français qui provoque l'effondrement de l'industrie portuaire car la « rente » marseillaise disparaît en même temps que les échanges avec les anciennes colonies. En parallèle, l'économie française s'ouvre à la concurrence mondiale.

Marseille tarde à réagir et reste à l'écart du mouvement général de modernisation. Selon Jacques Garnier et Jean-Benoît Zimmermann, deux phénomènes peuvent expliquer cet autisme qui ont contribué à lui cacher la réalité : l'afflux d'une population nouvelle (les pieds noirs et l'exode rural alpin) qui apporte à la ville plus de 130 000 habitants dans les années 60 ainsi que le dynamisme de l'activité pétrochimique alors en plein essor.

Ces difficultés se répercutent sur l'activité portuaire. La réparation navale entre en crise, les compagnies d'armement navales disparaissent. Les industries agro-alimentaires suivent le même mouvement inexorable.

L'Etat remet en mouvement la ville à la fin des années 60 en lançant un plan de redynamisation de l'industrie : Marseille fait partie des huit métropoles concernées. Les ambitions de ce plan sont contrecarrées par l'exode des marseillais vers la périphérie de la ville et par la crise liée aux deux chocs pétroliers des années 1970.

Les projets consistaient à implanter des activités du tertiaire supérieure au centre de la ville, une nouvelle université à Vitrolles et développer un complexe industrialo-portuaire à Fos sur mer pour donner au port une dimension européenne dans les échanges et l'industrie. Le dynamisme des nouveaux pôles (Fos, Aubagne, Pays d'Aix) qui cherchent à se distancer de la mauvaise image de Marseille, attire les forces vives de Marseille. Le développement des infrastructures aidant, Marseille perd 34 000 habitants entre 1975 et 1982 et 74 000 habitants entre 1982 et 1990.

Avec le ralentissement mondial de l'activité économique du aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1978, les investissements portuaires sont amputés sérieusement. Puis, c'est au tour des chantiers navals de rentrer en crise avec la fin du soutien public français à cette activité décidée au début des années 1980, la France étant partisane du libéralisme économique. Les trois chantiers Normed ferment en 1986 notamment La Ciotat. Enfin, les industries d'extraction minière et de transformation d'alumine périclitent à leur tour à Gardanne.

Dans les années 80-90, de nouveaux pôles extérieurs à la ville se développent et prennent leur autonomie. On assiste à l'apparition de nouveaux appareils productifs.

A l'ouest de Marseille, le grand projet de Fos devient le plus grand complexe industrialo-portuaire de France avec quatre raffineries qui représentent le tiers de la production française, 20 usines pétrochimiques et chloro-chimiques, cinq établissements dans l'aéronautique, deux grands établissements sidérurgiques qui représentent le quart de la production française et emploient directement 20 000 salariés.

Au Nord puis au Sud, de nouvelles activités industrielles se développent autour de la micro-électronique. Dans le cadre de la reconversion du bassin houillier de Gardanne, l'Etat Français lance à la fin des années 70, le plan « composants » et implante sur la zone du Rousset au Nord de Marseille l'entreprise Eurotechnique en 1979 qui deviendra ST Microelectronics, entreprise à l'origine du futur tissu micro électronique provençal.

On assiste également dans les années 80 à la création de multiples zones d'activités : plus de 7 communes sur 10 créent leur zone d'activités en offrant des conditions d'implantation privilégiées. En 1993, les zones les plus anciennes, Les Paluds (Aubagne), Les Milles (Aix), Les Estroublans (Vitrolles) avaient capté à elles seules 41% des emplois industriels du département.

Le dispositif « Zones d'entreprises » en franchise d'impôts, mis en place pour la reconversion des bassins d'emplois touchés par la fermeture des chantiers navals, a accéléré encore ce mouvement au début des années 90. De nombreuses entreprises industrielles et de hautes technologies ont continué à s'implanter en dehors de Marseille sur ces nouvelles zones. Selon Jacques Garnier, ce dispositif a créé plus de 8 000 emplois, soit davantage que les 5 300 emplois perdus avec la fermeture des chantiers.

A la fin des années 80, sous l'impulsion de l'Etat, les acteurs locaux lancent des technopoles ou pôles de compétitivité, des espaces qui permettent aux entreprises d'être proches du savoir scientifique dans le but d'améliorer les

transferts des ressources scientifiques vers des activités industrielles. Leur objectif final est la création de richesses et d'emplois.

C'est à cette époque qu'on assiste à la création :

- du technopole de Château Gombert spécialisé dans la mécanique énergétique, l'informatique et la micro-électronique. Des Instituts de formation supérieure s'y installent comme des laboratoires de recherche universitaire et du CNRS. De nouvelles entreprises se créent dans cet espace. La société Cybernétix spécialisée dans les automatismes et la robotique en est un exemple.
- du technopole du Grand Luminy autour des ressources scientifiques de haut niveau en mathématiques, informatique et génétique. Cette technopole donne naissance à des entreprises fortement innovantes comme Prologia (applications logicielles de haut niveau) et Immunotech (production de réactifs destinés au diagnostic clinique)
- du technopole de Manosque pour valoriser les très nombreuses ressources scientifiques et technologiques du Centre d'Etudes Nucléaires de Cadarache.
- en enfin du technopole de l'Arbois, dernier né au milieu des années 90, autour des activités scientifiques en lien avec l'environnement. Les laboratoires universitaires et du CNRS se regroupent au sein du CEREGE et une pépinière d'entreprises est créée soutenue par l'Union européenne, le CEEI.

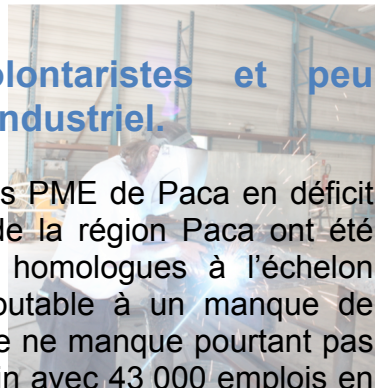
Mais cette forme multipolaire du nouveau tissu industriel inquiète les élus et les notables marseillais car le renforcement de l'attractivité de la périphérie de la ville s'accompagne de l'exode accéléré de ses ressources industrielles et humaines, de la perte de leur influence sur ces zones de plus en plus autonomes. Cette inquiétude se traduit par une compétition exacerbée et une radicalisation des rapports entre les acteurs marseillais et les acteurs des autres agglomérations du territoire.

Malgré ses difficultés essentiellement politiques, le territoire métropolitain de Marseille a renoué avec la croissance dès les années 90. Des indicateurs l'attestent comme la croissance retrouvée de la population à Marseille avec près de 14 000 habitants supplémentaires chaque année entre 1999 et 2006 et une croissance économique deux fois supérieure à celle des années 90 et multipliée par quatre par rapport aux années 80.

Depuis 2004, la région PACA est devenue le 3^{ème} pôle des TIC en France derrière Paris et Rhône-Alpes or ce secteur représente actuellement la moitié de la croissance mondiale.

Une trajectoire s'est donc dessinée depuis les 25 dernières années pour changer l'appareil productif sous l'action de ceux qui voulaient en finir avec les blocages et les rigidités du milieu marseillais, poussés par le besoin de développer des entreprises de haute technologie ou le désir de provoquer des processus productifs innovants dans des zones en dehors de Marseille.

II.1.2 Des politiques locales peu volontaristes et peu coordonnées qui ne croient pas à l'avenir industriel.



Une étude publiée par l'INSEE en octobre 2010 « les PME de Paca en déficit d'innovation » révèle toutefois que les entreprises de la région Paca ont été moins innovantes entre 2006 et 2008 que leurs homologues à l'échelon national. L'essentiel du déficit d'innovation est imputable à un manque de dynamisme propre à la région. L'INSEE relève qu'elle ne manque pourtant pas d'atouts, au premier rang desquels son capital humain avec 43 000 emplois en conception-recherche, au 3^{ème} rang des régions françaises. Plus important, cette étude met en évidence que la politique régionale d'aide à l'innovation par le crédit d'impôt-recherche privilégie fortement les services technologiques à l'Industrie alors que la dépense moyenne d'innovation des PME Industrielles est double.

A travers les choix politiques et au delà des discours, se révèlent les intentions réelles. La réaction du Maire de Marseille « Lavéra n'a plus sa place à Marseille » est restée dans toutes les têtes. « L'industrie fait peur aux élus » est une phrase entendue souvent que ce soit au près de représentants de syndicat professionnel de l'Industrie ou de membres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille ». A l'agence de développement économique des Bouches-du-Rhône, les jeux sont faits. En témoigne la réflexion d'un des responsables : « L'aire Marseillaise n'a pas d'avenir industriel. Demain place aux services immatériels à haute valeur ajoutée ».

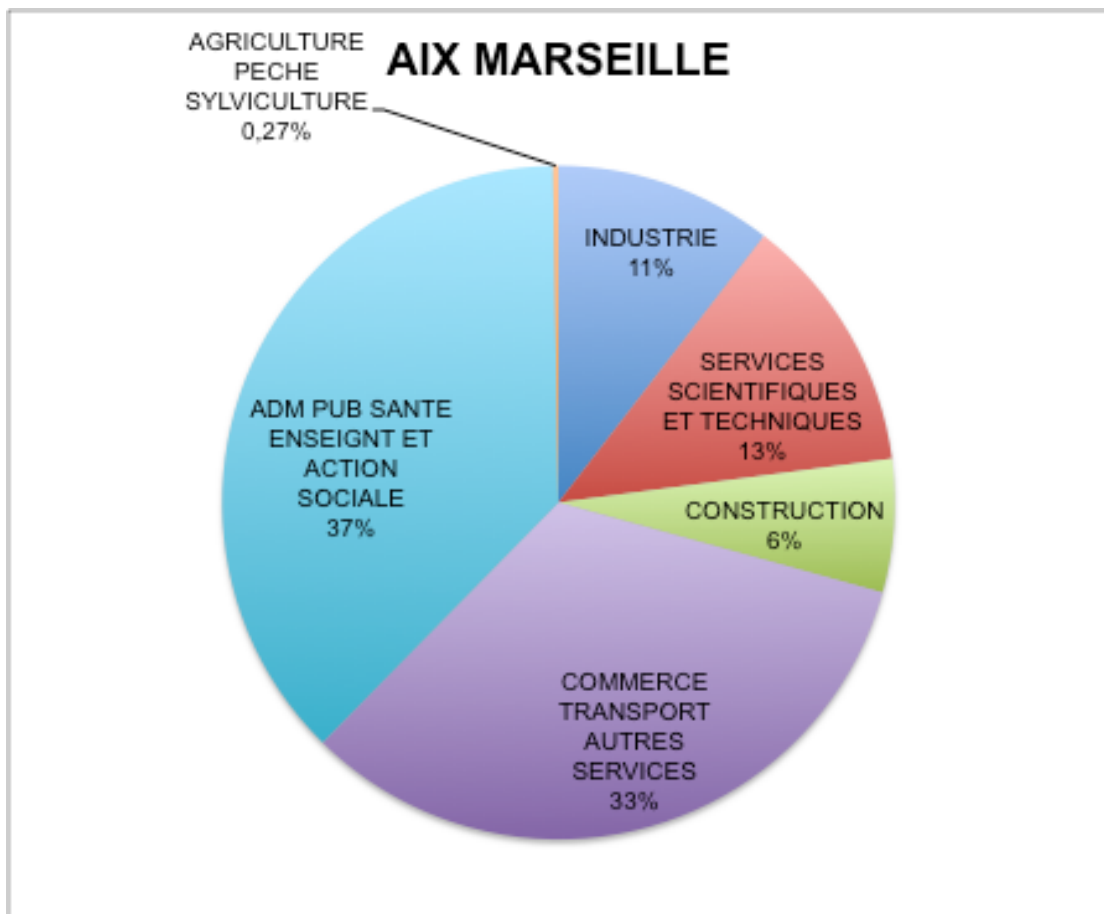
Pour Jean-Luc Crozel de *La Provence*, « l'industrie est ancrée dans la conscience collective parce qu'une usine se voit mais à force de parler de tourisme et de plages, on a favorisé la croyance que tous les biens consommés sont produits ailleurs et qu'il n'y a plus ici qu'une société de services qui ne produit que de l'immatériel pour l'essentiel ».

Pourtant fin 2008, un emploi sur quatre dans la région d'Aix-Marseille est lié directement ou indirectement à l'industrie comme l'atteste l'étude de l'INSEE - Postes, rémunérations et effectifs salariés en équivalent temps plein en 2008 dont les résultats sur le territoire d'Aix Marseille sont présentés ci-dessous.

Nombres de postes en équivalent temps plein fin 2008 :

	AIX MARSEILLE
INDUSTRIE	62 509
SERVICES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	74 315
CONSTRUCTION	38 136
COMMERCE TRANSPORT AUTRES SERVICES	197 331
ADM PUB SANTE ENSEIGNT ET ACTION SOCIALE	223 046
AGRICULTURE PECHE SYLVICULTURE	1 592
TOTAL POSTES ETP	596 929

Répartition des postes ETP selon les secteurs d'activité :



Les services Scientifiques et Industriels ont été volontairement isolés et considérés comme des services aux industries comme l'a d'ailleurs souligné le rapport du conseil économique et social de la région Provence-Alpes-Côte d'azur du 20 octobre 2010 intitulé « les Enjeux et évolution des emplois industriels en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Avec un tel historique et une si grande part des salariés actifs dans le secteur industriel direct ou indirect, il est difficile de croire au désintérêt pour le monde industriel.

o o
o

Les domaines d'action d'une entreprise industrielle sont vastes et en interaction avec la société toute entière : institutionnels, riverains, investisseurs, clients, fournisseurs, salariés, futurs salariés, éducation nationale, jeunes à la recherche d'une orientation professionnelle, ...

Quel effet de filtrage de l'information de ses quotidiens est à l'œuvre pour que si peu d'espace ou un espace si caricatural soit consacré à ces sujets dans lesquels les citoyens de l'aire marseillaise sont baignés à longueur de temps ?

II.1.3 Le poids des archaïsmes locaux dans les représentations collectives

Le portrait des dynasties familiales Marseillaises à la tête des industries locales au 20ème siècle met en évidence un patron moins industriel que spéculateur toujours à la recherche du gain rapide. De fait, cette mentalité de négociant qui privilégie la fonction commerciale plus que la fonction industrielle, laisse des usines vétustes et se manifeste par un désintérêt pour les questions ouvrières et urbaines.

Les industries marseillaises ne nécessitant pas d'ouvriers qualifiés, le patronat faisait appel essentiellement à une main d'œuvre d'origine immigrée (italiens, kabyles) au travail peu qualifié et mal rémunéré. Devant l'hostilité du patronat à faire évoluer la situation, les conflits sociaux durs se sont enchaînés dès la fin du 19ème siècle (237 grèves portuaires entre 1880 et 1900).

Cette culture industrielle provoque :

- un entassement plus qu'une structure organisée d'entreprises autour du port,
- le chômage des ouvriers avec des bas salaires et un climat social déplorable fondé sur le conflit plus que le dialogue.
- Une grande dispersion des entreprises sur le territoire urbain
- La faiblesse des regroupements d'entreprises.



La répétition des conflits salariaux dans l'aire Marseillaise depuis plus d'un siècle prend les allures d'un cauchemar lancinant et incurable. Leur médiatisation concerne systématiquement les secteurs de l'économie dont les conflits entraînent immédiatement des désagréments pour la population ou dont les actions de lutte sont spectaculaires. Ainsi, les grèves répétées des dockers, des marins de la SNCM, des éboueurs de la ville de Marseille

Pourtant des industries arrivent à se transformer et évoluer sans ces débordements et alors que les salariés doivent faire face aussi aux peurs du changement. (exemples : l'implantation de l'usine 8 pouces de ST Microélectronique, le rachat des sites pétro-chimiques de Shell). Il serait intéressant, mais c'est un autre sujet, d'observer les différentes cultures du dialogue social dans ces différents secteurs et de voir à quelles réalités elles renvoient.

◦ ◦
◦

L'absence d'un projet collectif ambitieux indispensable pour impulser dans la durée une dynamique vertueuse de recomposition du tissu industriel est empêché par des rivalités archaïques entre Marseille et les agglomérations alentours, pour certains. Pour d'autres c'est la faiblesse des interfaces entre l'industrie, la recherche et l'enseignement qui expliquerait l'insuffisance de l'impulsion de la recherche dans le système industriel. Pour d'autres encore, les différents pôles pêchent par leur mode de gouvernance, l'empilement des projets et la complexité des modes de financement rendent peu lisible et contrôlable l'attractivité du territoire pour de nouveaux investisseurs.

Malgré toutes ses réserves, on assiste depuis peu à de nouvelles recombinaisons des acteurs industriels.

La filière de la santé fait partie des nouvelles filières métropolitaines porteuses d'avenir dans le secteur industriel. Elle a pris appui sur une forte capacité hospitalière, un potentiel de formation médicale et une puissante activité de recherche. On compte aujourd'hui 80 entreprises dans cette filière qui réalisent 40 % de leur chiffre d'affaires dans le secteur industriel (génie hospitalier, pharmacie, génie biomédical).

L'exigence d'un nouveau pilotage basé sur l'évaluation périodique des politiques de soutien à l'innovation refondent les institutions créées par les collectivités locales ou les organismes consulaires afin qu'elles deviennent de véritables outils d'aide au développement industriel.

Le regroupement des universités régionales et les nouvelles coopérations lancées récemment entre les laboratoires universitaires et du CNRS sont également des réponses propices aux développements des innovations pour innover le tissu industriel de la région.

Malgré les freins évoqués plus haut, les initiatives ne manquent donc pas pour dynamiser le secteur économique et industriel sur le territoire. La profusion d'événements organisés dans la région pour guider les entreprises dans leur processus d'innovation, les aider dans leurs projets de développement ou dans leur projet d'implantation est impressionnante.

Une autre spécificité du territoire métropolitain Marseillais semble plus préjudiciable au développement du tissu industriel local, à savoir la focalisation trop fréquente des médias et des acteurs politiques locaux sur les cotés négatifs de la destruction créative et des risques industriels.

II.2. Des responsabilités partagées



II.2.1 Les responsabilités analysées à travers les pratiques professionnelles des industriels.

Les industriels pratiquent-ils une politique de black-out telle que les médias, n'ont plus rien à dire ou que la recherche d'informations pertinentes est devenue trop coûteuse et trop complexe à fournir pour une presse quotidienne régionale en proie à des impératifs de rentabilité ?

Dans une économie mondialisée où l'avantage compétitif fait la différence, les secrets de fabrication ont toujours fait partie de l'univers industriel. L'article de la Provence sur l'espionnage rappelle d'ailleurs les enjeux de la préservation des secrets et de leur protection. (La Provence 02/10/2001 : Eurocopter, la sécurité dans toutes les têtes).

La montée d'une opinion publique défavorable à l'industrie à travers une prise de conscience collective qu'il faut préserver l'environnement et les ressources naturelles de la planète s'est appuyée sur des catastrophes industrielles fortement médiatisées. Les 30 dernières années sont jonchées de catastrophes écologiques et humaines majeures provoquées par l'industrie dont voici quelques exemples parmi les plus emblématiques : Bhopal, Tchernobyl, AZF et parmi les plus récentes : la fuite de la plateforme pétrolière de BP en Floride l'été 2010, les boues rouges en Hongrie en octobre 2010, La catastrophe nucléaire au Japon après le séisme et le tsunami de mars 2011, ...

La sensibilité des populations à l'environnement et aux dangers que représente l'industrie a conduit les dirigeants à modifier leurs relations avec les médias en privilégiant soit une attitude de repli, soit une politique de maîtrise de leur communication. Les formations à la communication de crise et les média-training sont devenus des passages obligés de l'encadrement.

La culture du secret traditionnel des industriels s'étend également à la sphère financière. Nombre d'entreprises non cotées choisissent de ne pas publier leurs comptes pour ne pas donner d'information sur leur marge et leur prix de revient. La perception par un concurrent d'une fragilité de l'entreprise est souvent perçue comme un moyen de lui nuire.

Les contrats de travail des salariés du plus haut au plus bas de l'échelle de la hiérarchie comportent tous une clause de confidentialité rappelant la nécessité de préserver les secrets de fabrication ou de limiter les informations stratégiques qu'ils pourraient colporter à l'extérieur de l'entreprise.

En matière sociale, l'obligation de confidentialité des représentants du personnel via le comité d'entreprise est systématiquement imposée par la législation pendant les phases de mise en œuvre d'un projet stratégique pour l'entreprise : que ce soit l'introduction d'une nouvelle technologie, le lancement d'un nouveau produit, un projet de rachat ou de changement d'actionnaires ou

encore un projet de restructuration synonyme souvent de modification de la structure des emplois ou de compression d'effectif.

Les représentants du personnel doivent d'ailleurs être les premiers avertis d'un projet stratégique de l'entreprise sous peine de délit d'entrave, une des plus lourdes sanctions que prévoit le code du travail puisque le dirigeant peut être sanctionné pénalement. La peur du délit d'entrave est utilisée par les représentants du personnel qui la brandissent et en font un élément de pouvoir auprès des directions. Les dirigeants sont donc particulièrement vigilants à ne pas être à l'origine de fuites dont ils pourraient être rendus responsables.

La sensibilité sociale liée à l'industrie est proportionnelle au nombre d'emplois qu'elle représente. Or l'industrie reste traditionnellement un secteur qui utilise une main d'œuvre abondante. Les restructurations qu'elle opère ont été médiatisées à la hauteur des émotions qu'elles suscitent. Les répercussions de cette médiatisation sur l'image de l'entreprise et sa notoriété auprès de ses clients sont des enjeux forts de pérennité que l'entreprise cherche également à maîtriser.

L'ensemble de ces éléments a conduit les groupes industriels à mettre en place un politique de communication vis à vis des médias fortement centralisée et très formalisée innervant toutes les strates de l'entreprise et de leurs filiales au détriment de l'information locale puisque les sièges sont principalement situés hors région Paca.

La réputation des salariés marseillais est déplorable auprès des industriels nationaux et étrangers. La succession de conflits sociaux durs et répétitifs de la région Marseillaise les renforcent dans leur perception et contribue à accentuer encore plus leur appréhension de la presse régionale accusée de sensationnalisme et de suivisme. Cette mauvaise image n'est sûrement pas étrangère au manque d'attractivité du territoire souvent pointé par de nombreux rapports et études.

J'ai de nombreuses anecdotes dans mon passé professionnel qui illustre l'image dure, individualiste et corporatiste des salariés marseillais. Je n'en raconterais qu'une, la plus ancienne.

Au début des années 90, alors parisienne, ma candidature avait été retenue pour travailler dans le service des Ressources Humaines d'une société de haute technologie bien implantée dans la région. Quand j'ai demandé au Directeur des Ressources Humaines, s'il n'avait pas trouvé de candidature régionale intéressante, il m'a clairement fait comprendre qu'il ne recrutait pas dans la population d'origine locale moins souple et plus récalcitrante au travail que les populations du Nord.

Le journaliste n'a donc pas la tâche facile car ses sources et ses moyens d'investigation se réduisent souvent à ce que l'entreprise décide de communiquer par la voie officielle des communiqués de presse. Tout contact avec les médias et à fortiori les médias locaux est passé au crible du service de communication qui peut lui même avoir à demander l'autorisation préalable au siège surtout dans les industries de grandes tailles.

Cette réticence des industriels nationaux à donner des informations aux médias locaux n'est pas une façon pour ces patrons de briller dans les quotidiens nationaux au détriment de la presse locale qu'ils ne liraient pas comme le pensent certains journalistes locaux. C'est une vraie défiance envers leur capacité de nuisance et de compréhension d'une réalité complexe.

Ainsi le témoignage de cette ancienne responsable des relations extérieures d'un site pétrochimique du bassin de Fos qui s'insurge contre la rédaction de La Provence au moment du rachat de sa société, « La Provence m'appelait tous les jours pour savoir si un conflit social s'était déclaré or lors ce rachat, pas un jour de grève n'a été observé ». Elle témoigne encore de la démarche complètement différente du magazine « Usine Nouvelle » qui a contacté l'entreprise pour comprendre pourquoi aucun mouvement social n'avait eu lieu.

Cette difficulté à réunir des informations et leurs preuves tangibles est également renforcée selon Stéphane ARPIN par « le type de structure sociale, le régime d'autorité en vigueur et le degré de proximité des personnes entre elles ». Ainsi, plus un corps social est homogène et clos, moins les informations ne filtrent étant donné la rareté des sources et la convergence d'intérêt.

Le travail du journaliste s'avère donc particulièrement difficile au sein du monde de l'Industrie locale, un monde fortement structuré au sein de réseaux professionnels.

Un jeu pervers d'effet miroir ne s'est-il pas mis en place ? Ainsi, l'absence d'informations régulières sur l'industrie renforce les lecteurs dans leur perception que l'industrie n'a plus d'avenir puisque les journaux n'en parlent plus ou ne parlent que des transformations douloureuses les plus visibles.

II.2.2. Les responsabilités analysées à travers les pratiques des journalistes

Les lecteurs se retrouvent-ils encore dans les images stéréotypées ou les évènements-sensation que véhiculent les médias régionaux et qui ne correspondent pas toujours à la réalité de ce qu'ils vivent dans leur entreprise, corps social à part entière ?

Ce fossé avec la réalité vécue expliquerait-il le désintérêt des lecteurs pour ces sujets dans les quotidiens régionaux, confortant malencontreusement les titres dans leur conviction que l'industrie n'intéresse plus ?

Mais le traitement médiatique sur l'industrie régionale peut s'expliquer aussi par les difficultés du journaliste à obtenir des informations qu'il juge fiables et suffisamment étayées de preuves matérielles.

Les dépêches des agences de presse et les médias nationaux s'avèrent des moyens utilisés pour authentifier une information.

Pour aller plus loin que la source officielle des communiqués de presse et de la voie authentifiée, le journaliste a besoin d'établir une relation de confiance dans la durée avec les dirigeants et son réseau d'informateurs.

Les moyens officieux de son cercle de connaissance familial, amical et professionnel lui servent à vérifier et à recouper ses informations.

Il peut également recueillir des informations par d'autres sources proches de l'entreprise comme les salariés, les représentants du personnel, les élus, ...). Mais les dangers de manipulation que comportent ces sources peuvent l'amener à ne pas diffuser une information s'il estime qu'elle relève d'intérêts occultes engagés par la source à son simple profit.

Le travail du journaliste qui s'intéresse à l'industrie est donc un travail de longue haleine qui nécessite une présence sur le terrain synonyme de temps et un réseau d'informateurs éprouvés et fiables.

Or cet investissement nécessaire du journaliste n'est pas toujours compatible avec les impératifs de production et de rentabilité auxquels la presse quotidienne régionale est confrontée depuis le début des années 2000.

II.2.3 Les difficultés de la presse quotidienne régionale (PQR)

Confrontée à une faible rentabilité, la PQR a entamé depuis 2004 une profonde transformation pour survivre. Les alliances entre la presse nationale et la presse régionale encore nombreuses au début des années 2000 ont fait place à des alliances essentiellement locales.

L'espérance de meilleures synergies compte tenu des spécificités de l'information locale, a guidé les acteurs dans la quête de la meilleure taille critique. L'objectif poursuivi est d'obtenir des économies d'échelles significatives pour financer de nouveaux services et générer des résultats permettant d'assurer ainsi leur pérennité. Actuellement, quatre grands pôles de presse régionale se partagent la PQR en France.

La Provence a été rachetée en 2007 par le groupe Hersant média en même temps que les titres *Nice Matin* et *Corse Matin*. Avec *Var Matin*, le groupe Hersant Média couvre donc toute la région Paca.

La diffusion des quotidiens régionaux français a baissé d'environ 11 % entre 1998 et 2008 et continue de baisser (source : OJD). *La Provence* n'échappe pas à ce mouvement puisque ces tirages ont baissé de 13 % entre 2005 et 2010. Le rédacteur en chef de *La Marseillaise* confirme également la baisse du lectorat de son quotidien.

Plusieurs facteurs expliquent le déclin de la PQR.

L'explosion des nouvelles techniques d'information et de communication a profondément modifié les habitudes. Aujourd'hui, l'accès à l'information s'est

considérablement accéléré. Avec internet, il est possible de s'informer de l'actualité quasiment en temps réel et gratuitement.

L'apparition des premiers journaux gratuits en 2002 à Marseille, diffusés aux endroits stratégiques (transports en commun) a détourné également des lecteurs de la Presse traditionnelle. Sur la région Marseillaise, les quatre journaux gratuits les plus importants (*20 minutes Marseille*, *Direct Marseille plus*, *Métro*) totalisent fin 2010 un tirage moyen de 158 000 exemplaires (source OJD), soit l'équivalent de *La Provence*.

Par ailleurs, 42 % des moins de 35 ans affirment lire régulièrement la presse gratuite, contre 13 % des plus de 65 ans (étude réalisée par MRC&C). Cette tendance s'inverse pour les quotidiens payants : 33 % des lecteurs réguliers de la PQR ont 60 ans ou plus (étude CNRS 2003), contre 24 % des moins de 35 ans. On constate donc que la PQR attire essentiellement un lectorat âgé qui a tendance à disparaître.

La baisse des recettes publicitaires a également aggravé la fragilité de la PQR. Le développement du marché des petites annonces sur internet, souvent gratuites (le bon coin, ebay,...) a eu pour effet l'effondrement des recettes publicitaires.

Le développement de la presse gratuite avec le lancement régulier de nouveaux titres comme « *A Nous Marseille* » en 2006 ; la création de chaînes de radio, de télévision locales, de journaux en ligne locaux (*Mars Actu*, *France Net Info*) ont accru la concurrence sur le marché des publicités locales.

Les recettes d'un titre comme *La Provence* proviennent de la vente (environ 56 %) et des recettes publicitaires (44 %). Or ces dernières ont diminué considérablement dans la PQR en 2009 (-17% selon Zénith Optimedia).

La Marseillaise dont le modèle économique repose selon son rédacteur en chef à 80 % sur les ressources publicitaires doit certainement connaître également une diminution importante de ses recettes publicitaires. Le projet de refonte de la structure éditoriale de *La Marseillaise* actuellement en cours témoigne de la volonté du quotidien de trouver une réponse pérenne à ses difficultés.

Le développement des sites internet gratuits, stratégie développée par *La Provence* avec les sites « *La Provence.com* » et « *WIKI2D* », ne parvient pas à endiguer ces pertes. En effet, un « lecteur internaute » ne représente que 1 à 3 € de recettes publicitaires par mois, là où un « lecteur papier » rapporte entre 20 et 60 €.

Dans ce contexte, *La Provence* tente une politique de diversification pour conquérir un public nouveau : les jeunes et les femmes. Le lancement le 2 avril 2011 du magazine mensuel « *Gens du SUD* » évoqué plus haut en est un exemple. Avec ce supplément attractif, elle cherche à fidéliser ces deux cibles et portera de 15 à 19 le nombre de ses hors-séries en 2011. *La Marseillaise* s'est engagée aussi dans cette stratégie de diversification avec ses 60 suppléments annuels.

Mais la concentration a-t-elle atteint ses limites en détournant les lecteurs de leur quotidien régional? La fusion successive des lignes éditoriales au sein du groupe Hersant auraient-elles fait de ces quotidiens des médias sans identité et sans intérêt pour les lecteurs? Ne constitue-t-elle pas un danger pour le pluralisme de l'information ?

En cherchant à fidéliser un nouveau lectorat pour pérenniser ces recettes publicitaires, la PQR de l'aire Marseillaise privilégie les événements « chocs », les faits divers, le sport, l'information événementielle au détriment de dossiers de fond comme le montre la tendance observée depuis ces dernières années sur l'information économique et industrielle.

Une spirale négative pour l'ensemble des acteurs s'est mise en place au fil du temps.





CONCLUSION

Les cicatrices de la recomposition du tissu industriel Marseillais peinent à se refermer après 30 ans d'effort. Les représentations collectives ont certes la vie dure mais la presse quotidienne régionale, les acteurs politiques comme les industriels, ne sont-ils pas tous responsables du maintien de ses représentations ? Les multiples conflits sociaux, fierté régionale pour certains, n'en sont-ils pas exacerbés ?

En ignorant le processus de transformation du tissu industriel qui a manifestement été enclenché sur le territoire et ses opportunités nouvelles, la presse quotidienne régionale contribue certainement à façonner une image dégradée des activités industrielles.

En réagissant par une attitude fermée et méfiante envers la presse quotidienne régionale, les industriels contribuent aussi à renforcer l'impression collective que l'industrie n'a plus d'avenir.

Certes, les efforts des institutions pour promouvoir l'innovation, la création d'entreprise sont réels comme en témoignent les événements nombreux qu'elles organisent mais les acteurs politiques régionaux manquent de coordination entre eux contribuant ainsi à brouiller les priorités et à entretenir l'idée qu'ils préfèrent développer des activités de services non polluantes, moins risquées et plus valorisantes à leurs yeux.

La dynamisation de l'économie enclenchée par la recomposition du tissu industriel Marseillais saura t-elle prendre le pas sur cette vision pessimiste et défensive des médias, des acteurs politiques régionaux et des industriels ?

Depuis la crise de 2008, l'Etat français et la région Paca ont enclenché une politique pour préserver l'Industrie. Ils semblent avoir pris conscience que l'Industrie est à l'origine de la chaîne de création de la valeur et que l'opposition Services/Industrie n'a pas de réalité économique.

La réappropriation par les médias régionaux des sujets liés à l'industrie est un des enjeux majeurs mis à jour par le conseil économique et social régional dans sa séance plénière du 20 octobre 2010.

Des Assises de l'Industrie ont été organisées dans les Bouches du Rhône le 29 octobre 2010, élus et patronat ont signé un « appel pour le développement de

l'Industrie durable », qui prévoit de stimuler l'innovation des PME et de promouvoir les métiers de l'Industrie dans le secteur éducatif. Une Maison de l'Industrie devrait voir le jour pour incarner cette nouvelle politique.

Mais cet appel n'est-il pas qu'un effet de manche ? Les porteurs de projets n'ont en effet pas précisé de calendrier de réalisation ni les modalités de financement et l'appel n'a pas été signé par la communauté d'agglomération du Pays d'Aix, ni aucune organisation écologique.

Le chemin semble long à parcourir tant les représentations négatives semblent ancrées dans la conscience collective. Ainsi, à l'occasion d'une visite d'un site pétrochimique près de l'étang de Berre, un professeur de Français s'exclame à la vue d'une cigogne « Mais elle est suicidaire celle-là ! ». Ou encore ce professeur de l'option « Principes fondamentaux de l'économie et de la gestion » prévue au programme de seconde qui pointe les contradictions entre les objectifs de la visite d'un site industriel organisée pendant la semaine de l'Industrie en avril 2011 avec son programme où elle explique aux élèves que 75% de la population active travaille dans le secteur tertiaire et que l'industrie est un monde vieillissant et sans avenir.

Dans une étude intitulée « pourquoi les médias n'en parlent pas ? », Stéphane ARPIN met en évidence que « l'appréhension et le cadrage de la réalité chez les journalistes prend une grande partie de leur temps et figure au centre de la plupart de leurs propres interrogations sur leur métier et leur pratique professionnelle ». Il tire deux conclusions essentielles :

- « C'est l'une des principales nécessités du métier de journaliste que celle de la réflexivité pour s'ajuster en permanence à un espace social complexe, protéiforme, qui ne cesse d'évoluer »
- « La pratique journalistique requiert sans cesse d'incessantes médiations qui viennent valider ou invalider ce qui est en train d'être avancé comme étant la réalité ».

Or concernant le secteur industriel, il existe de véritables contradictions, facteurs d'incompréhension, dans les aspirations comme dans les représentations collectives. Cette complexité rend difficile à appréhender la réalité par le journaliste et nécessiterait un temps important consacré à l'exploration et à la médiation que les impératifs de rentabilité de la presse quotidienne régionale freinent comme la frilosité et la méfiance des industriels.



Bibliographie

ARPIN S. (2010), « *Pourquoi les médias n'en parlent pas ?* », Réseaux N° 159/2010. Pages 221 à 247

BAILLY O. (2004), « *Bhopal, l'infinie catastrophe* », Le Monde diplomatique/ décembre 2004 » Pages 18 et 19

URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/12/BAILLY/11723>

BASSONI M., Liutard D. (2006), « *Les technologies de l'information et de la communication en région PACA : illusion ou vraie révolution en gestation ?* », Méditerranée, 2006

URL : <http://mediterranee.revues.org/index435.html>

BARRET C., NOVELLA S. (2010), « *Les PME de Provence-Alpes- Côte d'Azur en déficit d'innovation* », SUD INSEE N°145- Novembre 2010

BIROT L. et al. (2009), « *Contribution d'une démarche quantitative à l'analyse des flux médiatiques d'information* », Études de communication 1/2009 (n° 32), p. 63-80.

URL : www.cairn.info/revue-etudes-de-communication-2009-1-page-63.htm.

GARNIER J. (2005), « *Proximités lourdes, proximités légères : une trajectoire de l'appareil productif dans l'aire métropolitaine marseillaise* », Lavoisier | Géographie Économie Société 2005/4 - Vol. 7. pages 365 à 380

GARNIER J., ZIMMERMANN JB., (2006) « *L'Aire Métropolitaine Marseillaise et les territoires de l'industrie* », Lavoisier | Géographie Économie Société 2/2006 (vol. 8), pages 215-238.

URL : www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2006-2-page-215.htm. DOI : [10.3166/ges.8.215-238](https://doi.org/10.3166/ges.8.215-238).

LETEINTURIER C., DEVILLARD V., LAVILLE C. (2010), « *La production journalistique et son environnement : le cas de l'information générale et politique, entre 1990 et 2010* ». Le temps des médias N°14-printemps 2010 pages 273 à 290

MARTY E, REBILLARD F., SMYRNAIOS N., TOUBOUL A., (2010) « *Variété et distribution des sujets d'actualité sur internet. Une analyse quantitative de l'information en ligne* », Mots. Les langages du politique, 93/2010

URL : <http://mots.revues.org/index19832.html>

OLIVESI A. (2009) « *Stéréotypage, stéréotypes : fonctionnements ordinaires et mises en scène* » Henry Boyer éd. Mots. Les langages du politique, 91, 2009 pages 123-128,

URL : <http://mots.revues.org/19302>

ROBRIEUX JJ., (2003), « *L'argumentation : genèse d'une anthropologie du convaincre* », *Eléments de rhétorique et argumentation* ». Dunod Paris 1993

ZALIO PP. (2004), « *Un regard sur le patronat marseillais du XXe siècle* », Lettre électronique mensuelle du MIP Provence : N°6 - Mai 2004 –

Autres Références :

« *Eléments de connaissance et identification des enjeux métropolitains* ». Octobre 2009. Revue Regards A.G.A.M.

Conseil Economique et Social de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (2010), « *Enjeux et évolution des emplois industriels en Provence-Alpes-Côte d'Azur* », Séance plénière du 20 octobre 2010.

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Tableau récapitulatif des articles par type de rubrique et par année

TYPE EDITION	Année	La Marseillaise	La Provence	Le méridional	Le Provençal	Total
Quotidien	1982	2				2
	1983	3		1		4
	1984				1	1
	1987			1		1
	1989			1		1
	1990				1	1
	1992				1	1
	1993			1		1
	1994			1		1
	1995			2		2
	1996			3		3
	2004	4	4			8
	2005	4	3			7
	2006	2				2
	2009	5	2			7
	2010	3	1			4
Total		23	10	10	3	46
Quotidien/ Rubrique Hebdo (mardi)	2000		2			2
	2001		9			9
	2002		6			6
Total			17			17
Supplément Mensuel	1994				7	7
	1995				4	4
	1996				1	1
	1997				5	5
	1998				2	2
Total					19	19
Total Général		23	27	10	22	82

ANNEXE N° 2 : Tableau récapitulatif des sujets par quotidien et par année

Sujet	Année	La Marseillaise	La Provence	Le Méridional	Le Provençal	Total
sauvegarde activité industrielle et emplois	1982	1				1
	1983	1				1
	1994			1		1
	1996			1		1
	2000		1			1
	2004	3	2			5
	2005	3	1			4
	2009	5				5
Sous total		13	4	2		19
risques industriels et pollution	1990				1	1
	1994				2	2
	1995				1	1
	2001		6			6
	2005		2			2
	2009		2			2
	2010		1			1
Sous total			11		4	15
Investissement et développement industriel	1982	1				1
	1983			1		1
	1984				1	1
	1989			1		1
	1993			1		1
	1994				5	5
	1995			2	3	5
	1996			1	1	2
	1997				5	5
	1998				2	2
	2000		1			1
	2001		2			2
	2002		6			6
	2004		1			1
	2010	1				1
Sous total		2	10	6	17	35
Total		23	27	10	22	82

ANNEXE N° 3 : Tableau récapitulatif des angles par quotidien et par année

ANGLE	Année	La Marseillaise	La Provence	Le Méridional	Le Provençal	Total
Dénonciateur	1983	1				1
	1987				1	1
	2004	1				1
	2005	2	1			3
	2006	1				1
	2010	2	1			3
Sous Total		7	2	1		10
Dénonciateur/ Mobilisateur/ interventionniste	2004	2				2
	2005	1				1
	2009	2				2
Sous Total		5				5
Dénonciateur/ Mobilisateur	2004		1			1
Sous Total			1			1
Dénonciateur/ Responsabilisant	1990				1	1
	2001		1			1
Sous Total			1		1	2
Evolutionniste	1983				1	1
	1984					1
	1989				1	1
	1992					1
	1993				1	1
	1994				4	4
	1995				3	5
	1996				1	3
	1997				5	5
	1998				2	2
	2000			1		1
	2001			2		2
	2002			2		2
	2009	1				1
	2010	1				1
Sous Total		2	5	7	17	31
Evolutionniste/ Mobilisateur	2009	1				1
Sous Total		1				1
Evolutionniste/ Responsabilisant	1994				2	2
	1995				1	1
Sous Total					3	3

ANGLE	Année	La Marseillaise	La Provence	Le Méridional	Le Provençal	Total	
Interventionniste	1982		2			2	
	1983		1			1	
	1994				1	1	
	1996				1	1	
	2000			1		1	
	2002			4		4	
	2004		1	1		2	
Sous total			4	6	2	1	13
Mobilisateur	1983		1			1	
	2005		1			1	
	2006		1			1	
	2009		1			1	
Sous total			4			4	
Responsabilisant	2001			6		6	
	2004			2		2	
	2005			2		2	
	2009			2		2	
Sous total				12		12	
Total général			23	27	10	22	82

ANNEXE N° 4 : Grille d'analyse des articles prélevés

ANNEXE N° 5 : Tableau des périodes prélevées